



Conférence des Parties**Rapport de la Conférence des Parties
sur sa dix-huitième session, tenue à Doha
du 26 novembre au 8 décembre 2012****Première partie
Délibérations**

Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Ouverture de la session (Point 1 de l'ordre du jour)	1–2	6
II. Questions d'organisation (Point 2 de l'ordre du jour)	3–47	7
A. Élection du Président de la dix-huitième session de la Conférence des Parties.....	3	7
B. Adoption du règlement intérieur.....	4–6	7
C. Adoption de l'ordre du jour.....	7–10	8
D. Élection des membres du Bureau autres que le Président.....	11–15	10
E. Admission d'organisations en qualité d'observateurs	16–17	11
F. Organisation des travaux, y compris ceux des sessions des organes subsidiaires.....	18–38	11
G. Dates et lieux des futures sessions.....	39–42	15
H. Adoption du rapport sur la vérification des pouvoirs	43–44	16
I. Participation.....	45–46	16
J. Documentation	47	16

III.	Rapports des organes subsidiaires (Point 3 de l'ordre du jour)	48–66	17
A.	Rapport de l'Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique.....	48–56	17
B.	Rapport de l'Organe subsidiaire de mise en œuvre	57–66	18
IV.	Rapport du Groupe de travail spécial de l'action concertée à long terme au titre de la Convention (Point 4 de l'ordre du jour)	67–77	20
V.	Rapport du Groupe de travail spécial de la plate-forme de Durban pour une action renforcée (Point 5 de l'ordre du jour)	78–82	21
VI.	Examen des propositions présentées par les Parties au titre de l'article 17 de la Convention (Point 6 de l'ordre du jour)	83–86	22
VII.	Examen des propositions d'amendements à la Convention présentées par les Parties au titre de son article 15 (Point 7 de l'ordre du jour)	87–96	22
A.	Proposition de la Fédération de Russie visant à modifier l'alinéa <i>f</i> du paragraphe 2 de l'article 4 de la Convention	87–90	22
B.	Proposition de la Papouasie-Nouvelle-Guinée et du Mexique visant à modifier les articles 7 et 18 de la Convention	91–94	23
VIII.	Rapport du Comité de l'adaptation (Point 8 de l'ordre du jour)	95–96	23
IX.	Mise au point et transfert de technologies et mise en place du Mécanisme technologique (Point 9 de l'ordre du jour)	97–102	23
A.	Rapport du Comité exécutif de la technologie.....	97–98	23
B.	Questions relatives au Centre et au Réseau des technologies climatiques: choix de l'entité hôte et constitution du conseil consultatif.....	99–102	24
X.	Deuxième examen des alinéas <i>a</i> et <i>b</i> du paragraphe 2 de l'article 4 de la Convention visant à déterminer s'ils sont adéquats (Point 10 de l'ordre du jour, <i>laissé en suspens</i>)		25
XI.	Questions relatives au financement (Point 11 de l'ordre du jour)	103–125	25
A.	Programme de travail sur le financement à long terme	103–107	25
B.	Rapport du Comité permanent.....	108–112	26
C.	Rapport du Fonds vert pour le climat à la Conférence des Parties et directives à l'intention du Fonds vert pour le climat	113–118	26
D.	Arrangements à prévoir entre la Conférence des Parties et le Fonds vert pour le climat	119–121	27

E.	Rapport du Fonds pour l'environnement mondial à la Conférence des Parties et directives à l'intention du Fonds pour l'environnement mondial.....	122–123	27
F.	Nouvelles directives à l'intention du Fonds pour les pays les moins avancés	124–125	27
XII.	Communications nationales (Point 12 de l'ordre du jour)	126–129	28
A.	Communications nationales des Parties visées à l'annexe I de la Convention.....	126–127	28
B.	Communications nationales des Parties non visées à l'annexe I de la Convention.....	128–129	28
XIII.	Renforcement des capacités au titre de la Convention (Point 13 de l'ordre du jour)	130–131	28
XIV.	Application des paragraphes 8 et 9 de l'article 4 de la Convention (Point 14 de l'ordre du jour)	132–135	29
A.	Mise en œuvre du programme de travail de Buenos Aires sur les mesures d'adaptation et de riposte (décision 1/CP.10).....	132–133	29
B.	Questions relatives aux pays les moins avancés	134–135	29
XV.	Article 6 de la Convention (Point 15 de l'ordre du jour)	136–137	29
XVI.	Autres questions renvoyées à la Conférence des Parties par les organes subsidiaires (Point 16 de l'ordre du jour)	138	29
XVII.	Questions administratives, financières et institutionnelles (Point 17 de l'ordre du jour)	139–140	30
	États financiers vérifiés de l'exercice biennal 2010-2011.....		30
	Exécution du budget de l'exercice biennal 2012-2013	139–140	30
XVIII.	Réunion de haut niveau (Point 18 de l'ordre du jour)	141–149	30
A.	Cérémonie inaugurale et ouverture de la réunion de haut niveau.....	141–144	30
B.	Déclaration des Parties et des États dotés du statut d'observateur	145	30
C.	Déclarations de hauts responsables de l'Organisation des Nations Unies	146	31
D.	Passerelle de Doha pour le climat.....	147	31
E.	Autres mesures prises par la Conférence des Parties.....	148–149	31
XIX.	Déclarations des organisations admises en qualité d'observateurs (Point 19 de l'ordre du jour)	150	31
XX.	Questions diverses (Point 20 de l'ordre du jour)	151–153	32

XXI.	Conclusion des travaux de la session (Point 21 de l'ordre du jour)	154–156	32
A.	Adoption du rapport de la dix-huitième session de la Conférence des Parties	155	32
B.	Clôture de la session	156	32
Annexes			
I.	Parties to the Convention, observer States and United Nations organizations attending the eighteenth session of the Conference of the Parties		33
II.	List of representatives who made statements at the high-level segment under agenda item 18 of the Conference of the Parties and agenda item 19 of the Conference of the Parties serving as the meeting of the Parties to the Kyoto Protocol.....		37
III.	List of intergovernmental and non-governmental organizations that made statements at the high-level segment under agenda item 18 of the Conference of the Parties and agenda item 19 of the Conference of the Parties serving as the meeting of the Parties to the Kyoto Protocol		45
IV.	Calendar of meetings of Convention bodies, 2013–2017		48
V.	Documents before the Conference of the Parties at its eighteenth session		49

Deuxième partie

Mesures prises par la Conférence des Parties à sa dix-huitième session

Décisions adoptées par la Conférence des Parties

FCCC/CP/2012/8/Add.1

Décision

- 1/CP.18 Résultat convenu conformément au Plan d'action de Bali
- 2/CP.18 Faire avancer la plate-forme de Durban
- 3/CP.18 Démarches permettant de remédier aux pertes et préjudices liés aux incidences des changements climatiques dans les pays en développement qui sont particulièrement exposés aux effets néfastes de ces changements en vue de renforcer les capacités d'adaptation
- 4/CP.18 Programme de travail sur le financement à long terme
- 5/CP.18 Rapport du Comité permanent
- 6/CP.18 Rapport du Fonds vert pour le climat à la Conférence des Parties et directives à l'intention du Fonds vert pour le climat
- 7/CP.18 Arrangements entre la Conférence des Parties et le Fonds vert pour le climat
- 8/CP.18 Examen du mécanisme financier
- 9/CP.18 Rapport du Fonds pour l'environnement mondial à la Conférence des Parties et directives supplémentaires à l'intention du Fonds pour l'environnement mondial
- 10/CP.18 Nouvelles directives à l'intention du Fonds pour les pays les moins avancés

FCCC/CP/2012/8/Add.2

Décision

- 11/CP.18 Travaux du Comité de l'adaptation
- 12/CP.18 Plans nationaux d'adaptation
- 13/CP.18 Rapport du Comité exécutif de la technologie
- 14/CP.18 Dispositions visant à rendre le Centre et le Réseau des technologies climatiques pleinement opérationnels
- 15/CP.18 Programme de travail de Doha sur l'article 6 de la Convention
- 16/CP.18 Prototype du registre
- 17/CP.18 Composition, modalités et procédures de l'équipe d'experts techniques participant au processus de consultations et analyses internationales
- 18/CP.18 Travaux du Groupe consultatif d'experts des communications nationales des Parties non visées à l'annexe I de la Convention

FCCC/CP/2012/8/Add.3

Décision

- 19/CP.18 Modèle de tableau commun concernant les «Directives FCCC pour l'établissement des rapports biennaux des pays développés parties»
- 20/CP.18 État de la situation concernant la présentation et l'examen des cinquièmes communications nationales des Parties visées à l'annexe I de la Convention et compilation-synthèse des cinquièmes communications nationales des Parties visées à l'annexe I de la Convention
- 21/CP.18 Renforcement des capacités des pays en transition au titre de la Convention
- 22/CP.18 Activités exécutées conjointement dans le cadre de la phase pilote
- 23/CP.18 Promotion de l'équilibre entre hommes et femmes et moyens de renforcer la participation des femmes dans les négociations relatives à la Convention et dans la représentation des Parties au sein des organes créés en vertu de la Convention ou du Protocole de Kyoto
- 24/CP.18 Initiative de diversification économique
- 25/CP.18 Questions administratives, financières et institutionnelles
- 26/CP.18 Dates et lieux des futures sessions

Résolution

- 1/CP.18 Expression de gratitude au Gouvernement de l'État du Qatar et aux habitants de Doha

I. Ouverture de la session

(Point 1 de l'ordre du jour)

1. La dix-huitième session de la Conférence des Parties, convoquée en application du paragraphe 4 de l'article 7 de la Convention, a été ouverte au Centre national des congrès du Qatar à Doha, le 26 novembre 2012, par la Présidente de la dix-septième session¹, M^{me} Maite Nkoana-Mashabane (Afrique du Sud). M^{me} Nkoana-Mashabane a fait une déclaration liminaire.
2. Au cours de la cérémonie inaugurale, le Gouvernement qatarien a projeté un film pour souhaiter la bienvenue aux participants et célébrer l'ouverture de la Conférence des Parties et de la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties au Protocole de Kyoto (CMP).

¹ La dix-huitième session de la Conférence des Parties s'est tenue en même temps que la huitième session de la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties au Protocole de Kyoto (CMP), dont les délibérations font l'objet d'un rapport distinct. Les délibérations des séances communes de la Conférence des Parties et de la CMP tenues dans le cadre de la réunion de haut niveau sont consignées dans les deux rapports. Tous les débats retransmis sur le Web peuvent être consultés à l'adresse suivante: http://unfccc.int/meetings/doha_nov_2012/meeting/6815/php/view/webcasts.php.

II. Questions d'organisation

(Point 2 de l'ordre du jour)

A. Élection du Président de la dix-huitième session de la Conférence des Parties

(Point 2 a) de l'ordre du jour)

3. À la 1^{re} séance² de la Conférence des Parties, le 26 novembre, la Présidente de la dix-septième session, M^{me} Nkoana-Mashabane, a rappelé que, conformément au paragraphe 1 de l'article 22 du projet de règlement intérieur actuellement appliqué, le poste de président de la Conférence des Parties était pourvu par roulement entre les cinq groupes régionaux. Elle a informé les Parties qu'une candidature avait été reçue du Groupe des États de l'Asie et du Pacifique pour pourvoir le poste de président de la dix-huitième session de la Conférence des Parties. Sur sa proposition, la Conférence des Parties a élu par acclamation à la présidence M. Abdullah bin Hamad Al-Attiyah, Président de l'Autorité administrative de contrôle et de transparence du Qatar. M^{me} Nkoana-Mashabane a félicité M. Al-Attiyah pour son élection et lui a souhaité du succès dans la conduite des travaux de la dix-huitième session de la Conférence. Le Président nouvellement élu a fait une déclaration, suivie d'une déclaration de la Secrétaire exécutive, M^{me} Christiana Figueres.

B. Adoption du règlement intérieur

(Point 2 b) de l'ordre du jour)

4. À la 1^{re} séance, le Président a rappelé que la Présidente de la dix-septième session avait proposé de mener des consultations intersessions sur ce point subsidiaire de l'ordre du jour et d'informer la Conférence des Parties de toute évolution à cet égard, ce que les Parties avaient approuvé. Constatant qu'il n'y avait toujours pas de consensus sur ce point, le Président a proposé que, comme aux sessions précédentes, le projet de règlement intérieur figurant dans le document FCCC/CP/1996/2 continue d'être appliqué, à l'exception du projet d'article 42. Il a proposé en outre de tenir des consultations informelles sur la question et d'informer la Conférence des Parties du résultat de ces consultations.

5. À la 9^e séance, le 7 décembre, le Président a rendu compte des consultations susmentionnées. Il a fait savoir que, même si les Parties reconnaissaient combien il était important d'adopter le règlement intérieur, les délégations maintenaient leur position sur cette question fondamentale et qu'aucun accord n'avait été trouvé à ce sujet.

6. À la même séance, sur proposition du Président, la Conférence des Parties a décidé de continuer à appliquer le projet de règlement intérieur publié sous la cote FCCC/CP/1996/2, à l'exception du projet d'article 42, et elle est convenue que le Président poursuivrait les consultations durant l'intersession et rendrait compte à la Conférence des Parties à sa dix-neuvième session de tout fait nouveau qui pourrait survenir en la matière.

² Les séances de la Conférence des Parties mentionnées dans le présent rapport sont des séances plénières.

C. Adoption de l'ordre du jour

(Point 2 c) de l'ordre du jour)

7. À la 1^{re} séance, le Président a appelé l'attention de la Conférence des Parties sur la note de la Secrétaire exécutive dans laquelle figurait l'ordre du jour provisoire annoté (FCCC/CP/2012/1). L'ordre du jour provisoire avait été établi en accord avec la Présidente de la dix-septième session de la Conférence des Parties, compte tenu des vues exprimées par les Parties à la trente-sixième session de l'Organe subsidiaire de mise en œuvre (SBI) ainsi que par les membres du Bureau de la Conférence.

8. Le Président a rappelé que le point 10 de l'ordre du jour («Deuxième examen des alinéas *a* et *b* du paragraphe 2 de l'article 4 de la Convention visant à déterminer s'ils sont adéquats»), avait été inscrit à l'ordre du jour provisoire de la session en application de l'article 16 du projet de règlement intérieur actuellement appliqué.

9. Le Président a proposé d'adopter l'ordre du jour provisoire figurant dans le document FCCC/CP/2012/1, à l'exception du point 10, qui serait laissé en suspens conformément à la pratique récente de la Conférence des Parties.

10. Conformément à la proposition du Président, la Conférence des Parties a adopté l'ordre du jour suivant:

1. Ouverture de la session.
2. Questions d'organisation:
 - a) Élection du Président de la dix-huitième session de la Conférence des Parties;
 - b) Adoption du règlement intérieur;
 - c) Adoption de l'ordre du jour;
 - d) Élection des membres du Bureau autres que le Président;
 - e) Admission d'organisations en qualité d'observateurs;
 - f) Organisation des travaux, y compris ceux des sessions des organes subsidiaires;
 - g) Dates et lieux des futures sessions;
 - h) Adoption du rapport sur la vérification des pouvoirs.
3. Rapports des organes subsidiaires:
 - a) Rapport de l'Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique;
 - b) Rapport de l'Organe subsidiaire de mise en œuvre.
4. Rapport du Groupe de travail spécial de l'action concertée à long terme au titre de la Convention.
5. Rapport du Groupe de travail spécial de la plate-forme de Durban pour une action renforcée.
6. Examen des propositions présentées par les Parties au titre de l'article 17 de la Convention.
7. Examen des propositions d'amendements à la Convention présentées par les Parties au titre de son article 15:

- a) Proposition de la Fédération de Russie visant à modifier l'alinéa *f* du paragraphe 2 de l'article 4 de la Convention;
 - b) Proposition de la Papouasie-Nouvelle-Guinée et du Mexique visant à modifier les articles 7 et 18 de la Convention.
8. Rapport du Comité de l'adaptation.
9. Mise au point et transfert de technologies et mise en place du Mécanisme technologique:
- a) Rapport du Comité exécutif de la technologie;
 - b) Questions relatives au Centre et au Réseau des technologies climatiques: choix de l'entité hôte et constitution du conseil consultatif.
10. Deuxième examen des alinéas *a* et *b* du paragraphe 2 de l'article 4 de la Convention visant à déterminer s'ils sont adéquats (*point laissé en suspens*).
11. Questions relatives au financement:
- a) Programme de travail sur le financement à long terme;
 - b) Rapport du Comité permanent;
 - c) Rapport du Fonds vert pour le climat à la Conférence des Parties et directives à l'intention du Fonds vert pour le climat;
 - d) Arrangements à prévoir entre la Conférence des Parties et le Fonds vert pour le climat;
 - e) Rapport du Fonds pour l'environnement mondial à la Conférence des Parties et directives à l'intention du Fonds pour l'environnement mondial;
 - f) Nouvelles directives à l'intention du Fonds pour les pays les moins avancés.
12. Communications nationales:
- a) Communications nationales des Parties visées à l'annexe I de la Convention;
 - b) Communications nationales des Parties non visées à l'annexe I de la Convention.
13. Renforcement des capacités au titre de la Convention.
14. Application des paragraphes 8 et 9 de l'article 4 de la Convention:
- a) Mise en œuvre du programme de travail de Buenos Aires sur les mesures d'adaptation et de riposte (décision 1/CP.10);
 - b) Questions relatives aux pays les moins avancés.
15. Article 6 de la Convention.
16. Autres questions renvoyées à la Conférence des Parties par les organes subsidiaires.
17. Questions administratives, financières et institutionnelles:
- a) États financiers vérifiés de l'exercice biennal 2010-2011;
 - b) Exécution du budget de l'exercice biennal 2012-2013.

18. Réunion de haut niveau.
19. Déclarations des organisations admises en qualité d'observateurs.
20. Questions diverses.
21. Conclusion des travaux de la session:
 - a) Adoption du rapport de la dix-huitième session de la Conférence des Parties;
 - b) Clôture de la session.

D. Élection des membres du Bureau autres que le Président

(Point 2 d) de l'ordre du jour)

11. À la 1^{re} séance, le Président a informé la Conférence des Parties que M. Robert F. Van Lierop (Suriname), Vice-Président de la dix-septième session, avait engagé des consultations sur la question, mais que des candidatures étaient encore attendues. Il a invité les groupes et les collectifs concernés à présenter toutes les candidatures en attente au plus tard le 6 décembre. Sur sa proposition, la Conférence des Parties a décidé de surseoir à l'élection des autres membres du Bureau en attendant que le processus de désignation de tous les candidats ait été mené à terme. M. Van Lierop a été invité à poursuivre les consultations pendant la session.

12. Le Président a informé la Conférence des Parties que, conformément à l'article 22 du projet de règlement intérieur actuellement appliqué, les membres du Bureau exerceraient leur mandat jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus.

13. Le Président a remercié M. Mohammed Al-Sabban (Arabie saoudite) pour ses longues années d'activité au sein du Bureau et a pris note des contributions appréciables qu'il avait apportées au processus de la Convention.

14. À la reprise de la 9^e séance, le 8 décembre, le Président a remercié M. Van Lierop du concours apporté à l'élection des autres membres du Bureau, ainsi que des membres des bureaux des autres organes créés en vertu de la Convention.

15. À la même séance, le Président a indiqué à la Conférence des Parties que les noms des candidats aux postes à pourvoir au sein du Bureau figuraient sur la liste des candidatures distribuée aux Parties et affichée sur le site Web de la Convention. Sur proposition du Président, la Conférence des Parties a élu par acclamation le Bureau de sa dix-huitième session³.

³ La liste des membres élus du Bureau de la dix-huitième session de la Conférence des Parties et de la huitième session de la CMP peut être consultée à l'adresse suivante: http://unfccc.int/files/bodies/cop/application/pdf/cop18_cmp8_bureau_list_pic.pdf.

**Bureau de la Conférence des Parties et de la Conférence des Parties agissant
comme réunion des Parties au Protocole de Kyoto**

<i>Président:</i>	M. Abdullah bin Hamad Al-Attiyah (Qatar)
<i>Vice-Présidents:</i>	M. Delano Bart (Saint-Kitts-et-Nevis) M ^{me} Jane J. Chigiyal (Micronésie (États fédérés de)) M. Gary Cowan (Australie) M. Emmanuel Dumisani Dlamini (Swaziland) M ^{me} Claudia Salerno Caldera (Venezuela (République bolivarienne du)) M. Su Wei (Chine) M ^{me} Nicole Wilke (Allemagne)
<i>Rapporteur:</i>	M ^{me} Marina Shvangiradze (Géorgie)
<i>Président de l'Organe subsidaire de conseil scientifique et technique:</i>	M. Richard Muyungi (République-Unie de Tanzanie)
<i>Président de l'Organe subsidaire de mise en œuvre:</i>	M. Tomasz Chruszczow (Pologne)

E. Admission d'organisations en qualité d'observateurs

(Point 2 e) de l'ordre du jour)

16. À sa 1^{re} séance, la Conférence des Parties a examiné une note du secrétariat sur l'admission d'observateurs (FCCC/CP/2012/2/Rev.1⁴ et FCCC/CP/2012/2/Add.1), qui contenait une liste de 6 organisations intergouvernementales et 79 organisations non gouvernementales (ONG) ayant demandé à bénéficier du statut d'observateur.

17. Conformément au paragraphe 6 de l'article 7 de la Convention et suivant la recommandation du Bureau de la Conférence des Parties qui avait examiné la liste en question, la Conférence des Parties a, sur proposition du Président, admis en qualité d'observateurs les organisations énumérées dans le document FCCC/CP/2012/2/Rev.1 et FCCC/CP/2012/2/Add.1.

**F. Organisation des travaux, y compris ceux des sessions
des organes subsidiaires**

(Point 2 f) de l'ordre du jour)

18. À la 1^{re} séance, le Président a appelé l'attention de la Conférence des Parties sur les annotations à l'ordre du jour provisoire figurant dans le document FCCC/CP/2012/1. Il a indiqué que les organes subsidiaires se réuniraient afin d'élaborer, avant la clôture de leur session le 1^{er} décembre, des projets de décision et de conclusions pour examen par la Conférence. Il a indiqué également que le Groupe de travail spécial de l'action concertée à long terme au titre de la Convention et le Groupe de travail spécial de la plate-forme de Durban pour une action renforcée présenteraient les résultats de leurs travaux avant la fin de la session.

⁴ Ce document a remplacé le document FCCC/CP/2012/2 le 28 novembre 2012.

19. Le Président a proposé que la Conférence des Parties renvoie les points ci-après aux organes subsidiaires pour que ceux-ci les examinent et lui soumettent les projets de décision ou de conclusions opportuns:

Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique (SBSTA)

- Point 8 Rapport du Comité de l'adaptation.
- Point 9 a) Rapport du Comité exécutif de la technologie.
- Point 14 a) Mise en œuvre du programme de travail de Buenos Aires sur les mesures d'adaptation et de riposte (décision 1/CP.10).

Organe subsidiaire de mise en œuvre (SBI)

- Point 8 Rapport du Comité de l'adaptation.
- Point 9 a) Rapport du Comité exécutif de la technologie.
- Point 9 b) Questions relatives au Centre et au Réseau des technologies climatiques: choix de l'entité hôte et constitution du conseil consultatif.
- Point 11 e) Rapport du Fonds pour l'environnement mondial à la Conférence des Parties et directives à l'intention du Fonds pour l'environnement mondial.
- Point 11 f) Nouvelles directives à l'intention du Fonds pour les pays les moins avancés.
- Point 12 a) Communications nationales des Parties visées à l'annexe I de la Convention.
- Point 12 b) Communications nationales des Parties non visées à l'annexe I de la Convention.
- Point 13 Renforcement des capacités au titre de la Convention.
- Point 14 a) Mise en œuvre du programme de travail de Buenos Aires sur les mesures d'adaptation et de riposte (décision 1/CP.10).
- Point 14 b) Questions relatives aux pays les moins avancés.
- Point 15 Article 6 de la Convention.
- Point 17 a) États financiers vérifiés de l'exercice biennal 2010-2011.
- Point 17 b) Exécution du budget de l'exercice biennal 2012-2013.

20. Il a été rappelé à la Conférence des Parties que le SBSTA et le SBI examineraient différents aspects des points 8, 9 a) et 14 a).

21. Le Président a rappelé la recommandation faite par le SBI au sujet de la participation d'observateurs aux réunions informelles⁵ et a proposé que la première et la dernière séances de consultations informelles, au minimum, soient ouvertes aux organisations admises en qualité d'observateurs, s'il y avait lieu.

22. Au sujet du point 18 de l'ordre du jour («Réunion de haut niveau»), le Président a proposé à la Conférence des Parties que la réunion de haut niveau s'ouvre le 4 décembre après-midi et que les déclarations au nom de groupes de Parties soient prononcées ce jour-là tandis que celles des pays seraient faites les 5 et 6 décembre. La condition inhérente à la tenue de la réunion de haut niveau était qu'il n'y ait qu'une seule liste d'orateurs et que chacune des Parties à la Convention, y compris celles qui étaient également Parties au Protocole de Kyoto, ne prenne la parole qu'une seule fois. Aucune décision ne serait prise

⁵ FCCC/SBI/2011/7, par. 167.

lors des séances communes. Le Président a proposé de limiter à trois minutes le temps de parole de chaque intervenant lors de la réunion de haut niveau. Il a également signalé que de hauts représentants d'organisations intergouvernementales et non gouvernementales feraient des déclarations le 7 décembre et que leur temps de parole avait été fixé à deux minutes.

23. Le Président a informé la Conférence des Parties qu'il convoquerait le 5 décembre une table ronde ministérielle, à caractère informel⁶.

24. Au sujet du point 4 de l'ordre du jour («Rapport du Groupe de travail spécial de l'action concertée à long terme au titre de la Convention»), le Président a rappelé que la Conférence des Parties, par sa décision 1/CP.17, avait prolongé d'un an le mandat de ce Groupe de travail pour qu'il poursuive sa tâche et atteigne les résultats convenus conformément à la décision 1/CP.13 (Plan d'action de Bali), en appliquant les décisions adoptées par la Conférence des Parties à ses seizième, dix-septième et dix-huitième sessions, après quoi le Groupe de travail cesserait ses activités. Il a proposé que le Président du Groupe de travail, M. Aysar Tayeb (Arabie saoudite), présente le rapport du Groupe de travail à la Conférence des Parties à l'occasion d'une séance ultérieure⁷ et a invité M. Tayeb à fournir brièvement des informations sur l'organisation des travaux du Groupe.

25. Au sujet du point 5 de l'ordre du jour («Rapport du Groupe de travail spécial de la plate-forme de Durban pour une action renforcée»), le Président a rappelé que, par la décision 1/CP.17, la Conférence des Parties avait créé le Groupe de travail spécial de la plate-forme de Durban pour une action renforcée et lui avait demandé de rendre compte de l'avancement de ses travaux aux sessions suivantes de la Conférence. Il a proposé à la Conférence des Parties que les Coprésidents du Groupe de travail, M. Jayant Mauskar (Inde) et M. Harald Dovland (Norvège), présentent le rapport du Groupe de travail à la Conférence des Parties à l'occasion d'une séance ultérieure⁸ et a invité les Coprésidents à fournir brièvement des informations sur l'organisation des travaux du Groupe.

26. La Conférence des Parties est convenue de procéder comme le proposait le Président pour l'organisation des travaux.

27. Des déclarations générales ont été faites par les représentants de l'Algérie (au nom du Groupe des 77 et de la Chine), de la Suisse (au nom du Groupe pour l'intégrité de l'environnement), de l'Australie (au nom du Groupe composite), de Chypre (au nom de l'Union européenne, de ses 27 États membres et de la Croatie), de l'Égypte (au nom du Groupe des États arabes), d'El Salvador (en son nom et au nom de l'Arabie saoudite, de l'Argentine, de la Bolivie (État plurinational de), de la Chine, de Cuba, de la Dominique, de l'Égypte, de l'Équateur, de l'Inde, du Nicaragua, du Pakistan, des Philippines, de la République démocratique du Congo et du Venezuela (République bolivarienne du)), du Swaziland (au nom des États d'Afrique), de Nauru (au nom de l'Alliance des petits États insulaires (AOSIS)), de la Gambie (au nom des pays les moins avancés), de la Colombie (en son nom et au nom du Chili, du Costa Rica, du Panama, du Pérou et de la République dominicaine), de la Chine (en son nom et au nom de l'Afrique du Sud, du Brésil et de l'Inde), du Nicaragua (au nom du Système d'intégration de l'Amérique centrale), du Tadjikistan (au nom du Groupe des pays en développement montagneux et sans littoral), de l'Indonésie (au nom du Dialogue de Carthagène pour l'action progressive), de la Papouasie-Nouvelle-Guinée (au nom de la Coalition des pays à forêts tropicales humides)

⁶ La table ronde ministérielle informelle sur le thème «Ambition, appui et exécution, maintenant et pour l'avenir» a été organisée à l'initiative du Président. On trouvera de plus amples renseignements sur cette manifestation à l'adresse http://unfccc.int/meetings/doha_nov_2012/items/7302.php.

⁷ Voir FCCC/AWGLCA/2012/5, par. 14, 15 et 18.

⁸ FCCC/ADP/2012/3, par. 16.

et du Venezuela (République bolivarienne du) (au nom de l'Alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique – Traité commercial entre les peuples)⁹.

28. Des déclarations ont été faites par les représentants de trois collectifs d'ONG (œuvrant, respectivement, pour l'environnement, les femmes et la parité des sexes, et les jeunes).

29. À la 2^e séance, le 28 novembre, le Président a évoqué l'important travail réalisé par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) et a invité son Président, M. Rajendra Pachauri, à s'adresser à la plénière. M. Pachauri a appelé l'attention sur les principales conclusions du quatrième Rapport d'évaluation du GIEC et a rendu compte de l'état d'avancement du cinquième Rapport d'évaluation, qu'il était prévu d'achever en 2014.

30. Pendant la session, le Président a organisé des séances plénières informelles de bilan, ayant pour objet de contribuer à l'ouverture et à la transparence des négociations et de fournir à tous les participants une vue d'ensemble de l'organisation des travaux, des dispositions prises et du déroulement des négociations¹⁰. Le Président a prié des ministres et des responsables de haut niveau de lui apporter leur concours en matière de communication à l'échelon ministériel, en vue de parvenir à un terrain d'entente sur plusieurs questions clés restant à régler avant la clôture de la session, dont le résultat convenu conformément au Plan d'action de Bali, le financement, les directives relatives à la présentation de rapports, la question des pertes et préjudices et la composition du Conseil consultatif du Centre et du Réseau des technologies climatiques. Parmi les ministres et les responsables de haut niveau, il y avait M. Peter Altmaier (Allemagne), M. Vivian Balakrishnan (Singapour), M. Mark Dreyfus (Australie), M^{me} Fatou Gaye (Gambie), M^{me} Socorro Flores (Mexique), M^{me} Bomo Edna Molewa (Afrique du Sud), M. Bruno Oberle (Suisse) et M^{me} Mariyam Shakeela (Maldives). Ces activités ont contribué à l'élaboration d'un ensemble de décisions renvoyées à la Conférence des Parties pour adoption.

31. À la reprise de la 9^e séance, sur proposition du Président¹¹, la Conférence des Parties a adopté l'ensemble de décisions mentionnées ci-dessus au paragraphe 30, désignées comme faisant partie de la «Passerelle de Doha pour le climat»¹², à savoir:

- a) La décision 1/CP.18 intitulée «Résultat convenu conformément au Plan d'action de Bali»;
- b) La décision 2/CP.18 intitulée «Faire avancer la plate-forme de Durban»;
- c) La décision 3/CP.18 intitulée «Démarches permettant de remédier aux pertes et préjudices liés aux incidences des changements climatiques dans les pays en développement qui sont particulièrement exposés aux effets néfastes de ces changements en vue de renforcer les capacités d'adaptation»;
- d) La décision 4/CP.18 intitulée «Programme de travail sur le financement à long terme»;
- e) La décision 5/CP.18 intitulée «Rapport du Comité permanent»;

⁹ Les déclarations complètes faites par les Parties à la séance commune de la Conférence des Parties et de la CMP, le 8 décembre, sont disponibles à l'adresse http://unfccc.int/meetings/doha_nov_2012/meeting/6815/php/view/webcasts.php.

¹⁰ Voir http://unfccc.int/meetings/doha_nov_2012/items/7304.php.

¹¹ FCCC/CP/2012/L.14/Rev.1, FCCC/CP/2012/L.13, FCCC/CP/2012/L.4/Rev.1, FCCC/CP/2012/L.15, FCCC/CP/2012/L.16, FCCC/CP/2012/L.17 et FCCC/CP/2012/L.18.

¹² La «Passerelle de Doha pour le climat» comprend également deux décisions adoptées par la CMP (voir FCCC/KP/CMP/2012/13, par. 17).

f) La décision 6/CP.18 intitulée «Rapport du Fonds vert pour le climat à la Conférence des Parties et directives à l'intention du Fonds vert pour le climat»;

g) La décision 7/CP.18 intitulée «Arrangements entre la Conférence des Parties et le Fonds vert pour le climat».

32. Après la reprise de la 9^e séance de la Conférence des Parties et l'adoption de l'ensemble de décisions formant la Passerelle de Doha pour le climat, la Conférence des Parties et la CMP ont tenu une séance commune pour entendre des déclarations.

33. Les représentants de 38 Parties ont fait des déclarations, dont un au nom du Groupe des 77 et de la Chine, un au nom de l'Afrique du Sud, du Brésil, de la Chine et de l'Inde, un au nom de l'Alliance des petits États insulaires, un au nom de l'Union européenne, de ses États membres, de la Croatie et de l'Islande, un au nom du Groupe des États arabes, un au nom des États d'Afrique, un au nom des pays les moins avancés et un au nom des pays en développement animés du même esprit^{13, 14}.

34. Un représentant de la Fédération de Russie a prié le Président de veiller à ce que les déclarations tant orales qu'écrites de son pays soient consignées à la fois dans le rapport de la Conférence des Parties et dans celui de la CMP (voir FCCC/KP/CMP/2012/13, par. 42).

35. En outre, un représentant de l'Inde a déclaré accepter l'ensemble des résultats en tant que base de travaux futurs à condition qu'il soit traité comme un ensemble composite dont il ne faudrait bafouer ni l'esprit ni la lettre.

36. Le Président a noté que, ainsi qu'il avait été demandé, les préoccupations exprimées seraient consignées dans le rapport de la session.

37. Des déclarations ont été faites par les représentants de trois collectifs d'ONG (environnement, syndicats et jeunesse).

38. Par ailleurs, le Président a remercié toutes les Parties d'avoir fait en sorte, par leur bonne volonté et leur souplesse, que le processus intergouvernemental produise l'ensemble équilibré de décisions faisant partie de la Passerelle de Doha pour le climat et en permette l'adoption collective.

G. Dates et lieux des futures sessions

(Point 2 g) de l'ordre du jour)

39. À la 2^e séance, le Président a rappelé que la Conférence des Parties, dans sa décision 19/CP.17, avait demandé aux États d'Europe orientale de présenter des offres en vue d'accueillir la dix-neuvième session de la Conférence et la neuvième session de la CMP. Un représentant de la Pologne a fait une déclaration offrant d'accueillir la dix-neuvième session de la Conférence et la neuvième session de la CMP à Varsovie (Pologne).

40. Le Président a fait observer que, conformément au principe du roulement entre les groupes régionaux, la présidence de la vingtième session de la Conférence des Parties et de la dixième session de la CMP serait assurée par le représentant d'un des États d'Amérique latine et des Caraïbes. Il a encouragé les États d'Amérique latine et des Caraïbes à

¹³ Algérie, Arabie saoudite, Argentine, Bolivie (État plurinational de), Chine, Cuba, Dominique, Égypte, El Salvador, Équateur, Inde, Iran (République islamique d'), Iraq, Koweït, Malaisie, Mali, Nicaragua, Pakistan, Philippines, République démocratique du Congo, Sri Lanka, Thaïlande et Venezuela (République bolivarienne du).

¹⁴ Pour les interventions faites au sujet de certaines décisions, voir les points 4 et 5 de l'ordre du jour ci-dessous et FCCC/KP/CMP/2012/13, par. 41 à 48.

poursuivre leurs discussions en vue d'approuver pendant la session en cours la candidature du pays qui accueillerait ces deux sessions. Il a également invité les Parties intéressées à présenter des offres en vue d'accueillir la vingt et unième session de la Conférence des Parties et la onzième session de la CMP et a noté que, conformément au principe du roulement, la présidence de ces deux sessions devrait être assurée par le représentant d'un des États d'Europe occidentale et autres États. Le représentant d'une Partie a fait une déclaration.

41. Le Président a suggéré que M. Ali Al-Mulla (Qatar) mène en son nom des consultations informelles sur ce point de l'ordre du jour, en vue de proposer un projet de décision que la Conférence des Parties pourrait examiner à sa séance de clôture.

42. À la 9^e séance, le Président a invité la Conférence des Parties à examiner un projet de décision acceptant l'offre généreuse du Gouvernement polonais d'accueillir la dix-neuvième session de la Conférence des Parties et la neuvième session de la CMP. Sur proposition du Président¹⁵, la Conférence des Parties a adopté la décision 26/CP.18 intitulée «Dates et lieux des futures sessions». Le représentant d'une Partie a fait une déclaration.

H. Adoption du rapport sur la vérification des pouvoirs

(Point 2 h) de l'ordre du jour)

43. À la 9^e séance, le Président a appelé l'attention sur le rapport concernant la vérification des pouvoirs¹⁶, dont il ressortait que, conformément à l'article 20 du projet de règlement intérieur actuellement appliqué, le Bureau avait examiné et approuvé les pouvoirs des représentants des Parties.

44. À la même séance, compte tenu du rapport du Bureau et des pouvoirs supplémentaires soumis par une Partie (Burundi), la Conférence des Parties a approuvé les pouvoirs des Parties participant à la session.

I. Participation

45. La dix-huitième session de la Conférence des Parties et les sessions parallèles des organes subsidiaires ont rassemblé les représentants de 189 Parties à la Convention ainsi que d'États dotés du statut d'observateur, d'organes et de programmes des Nations Unies, de secrétariats de conventions, d'institutions spécialisées et d'organisations apparentées du système des Nations Unies (pour la liste complète, voir l'annexe I du présent rapport).

46. Ont également participé à la session les représentants de 588 organisations intergouvernementales et ONG (pour la liste complète, voir le document FCCC/CP/2012/INF.2).

J. Documentation

47. La liste des documents dont la Conférence des Parties était saisie à sa dix-huitième session figure à l'annexe V du présent rapport.

¹⁵ FCCC/CP/2012/L.8.

¹⁶ FCCC/CP/2012/7-FCCC/KP/CMP/2012/12.

III. Rapports des organes subsidiaires

(Point 3 de l'ordre du jour)

A. Rapport de l'Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique

(Point 3 a) de l'ordre du jour)

48. La Conférence des Parties était saisie du rapport du SBSTA sur sa trente-sixième session, tenue à Bonn (Allemagne) du 14 au 25 mai 2012¹⁷.

49. À la 9^e séance, le Président du SBSTA, M. Richard Muyungi (République-Unie de Tanzanie), a présenté le projet de rapport du SBSTA sur sa trente-septième session¹⁸ et a rendu compte oralement des résultats de cette session. À sa trente-septième session, le SBSTA¹⁹ avait recommandé à la Conférence des Parties d'adopter deux projets de décision.

50. Le Président du SBSTA a aussi signalé que le SBSTA avait, à sa trente-septième session, recommandé à la Conférence des Parties d'adopter un projet de conclusions²⁰ sur la recherche et l'observation systématique.

51. Il a en outre informé le Président que le SBSTA²¹ avait adressé à la Conférence des Parties, en vue d'un examen plus approfondi, un projet de décision sur le point subsidiaire 11 a) de l'ordre du jour («Programme de travail sur un cadre commun de présentation concernant les «Directives FCCC pour l'établissement des rapports biennaux des pays développés parties»»).

52. De surcroît, il a fait savoir au Président que, concernant le point subsidiaire 9 a) de la Conférence des Parties («Rapport du Comité exécutif de la technologie»), le SBSTA²² avait adressé un projet de décision à la Conférence des Parties en vue d'un plus ample examen.

53. À la même séance, sur proposition du Président, la Conférence des Parties a pris note du rapport du SBSTA sur sa trente-sixième session, du projet de rapport sur sa trente-septième session et du rapport oral de son Président et a remercié M. Muyungi de l'efficacité dont il avait fait preuve dans la direction des travaux du SBSTA.

54. Suivant une recommandation du SBSTA²³, la Conférence des Parties a adopté la décision 22/CP.18 intitulée «Activités exécutées conjointement dans le cadre de la phase pilote».

55. Suivant une recommandation du SBSTA²⁴, la Conférence des Parties a adopté les conclusions ci-après sur la recherche et l'observation systématique: «La Conférence des Parties a pris note avec satisfaction des résultats de la session extraordinaire du Congrès météorologique mondial tenue à Genève (Suisse) du 29 au 31 octobre 2012, concernant la poursuite de la mise en place du Cadre mondial pour les services climatologiques²⁵ afin de

¹⁷ FCCC/SBSTA/2012/2.

¹⁸ FCCC/SBSTA/2012/L.20.

¹⁹ FCCC/SBSTA/2012/L.27 et voir le paragraphe 54 ci-dessous. FCCC/SBSTA/2012/L.22-FCCC/SBI/2012/L.33 et voir le paragraphe 96 ci-dessous.

²⁰ FCCC/SBSTA/2012/L.25/Add.1 et voir le paragraphe 55 ci-dessous.

²¹ FCCC/SBSTA/2012/L.33 et voir le paragraphe 56 ci-dessous.

²² FCCC/SBSTA/2012/L.32 et voir le paragraphe 98 ci-dessous.

²³ FCCC/SBSTA/2012/L.27.

²⁴ FCCC/SBSTA/2012/L.25/Add.1.

²⁵ Voir http://www.wmo.int/pages/gfcs/index_fr.php.

renforcer la production, la disponibilité, la fourniture et l'application des prévisions et des services climatologiques scientifiques.».

56. À la reprise de la 9^e séance, le Président a rappelé que le SBSTA avait recommandé à la Conférence des Parties d'examiner plus avant un projet de décision²⁶ relatif à un programme de travail sur l'élaboration d'un modèle de tableau commun pour la notification électronique des informations conformément aux «Directives FCCC pour l'établissement des rapports biennaux des pays développés parties» (voir ci-dessus le paragraphe 51). Il a informé la Conférence des Parties qu'il avait prié le Président du SBSTA de poursuivre les consultations et avait également invité deux ministres à engager au niveau ministériel un processus de communication sur ce sujet. Sur proposition du Président²⁷, la Conférence des Parties a adopté la décision 19/CP.18 intitulée «Modèle de tableau commun concernant les "Directives FCCC pour l'établissement des rapports biennaux des pays développés parties"».

B. Rapport de l'Organe subsidiaire de mise en œuvre

(Point 3 b) de l'ordre du jour)

57. La Conférence des Parties était saisie du rapport du SBI sur sa trente-sixième session, tenue à Bonn du 14 au 25 mai 2012²⁸.

58. À la 9^e séance, le Président du SBI, M. Tomasz Chruszczow (Pologne), a présenté le projet de rapport du SBI sur sa trente-septième session²⁹ et a rendu oralement compte des résultats de cette session. Le SBI³⁰ avait recommandé deux projets de décision à sa trente-sixième session et sept projets de décision à sa trente-septième session, pour adoption par la Conférence des Parties.

59. Le Président du SBI a aussi informé le Président que, pour les points ci-après de l'ordre du jour du SBI, celui-ci avait adressé des projets de décision à la Conférence des Parties en vue d'un plus ample examen:

a) Point 4 a) de l'ordre du jour («Travaux du Groupe consultatif d'experts des communications nationales des Parties non visées à l'annexe I de la Convention»)³¹;

b) Point 5 b) de l'ordre du jour («Composition, modalités et procédures de l'équipe d'experts techniques participant au processus de consultations et analyses internationales»)³²;

c) Point 9 a) de l'ordre du jour («Processus permettant aux pays les moins avancés parties d'élaborer et d'exécuter des plans nationaux d'adaptation, en s'inspirant de

²⁶ FCCC/SBSTA/2012/L.33.

²⁷ FCCC/CP/2012/L.12.

²⁸ FCCC/SBI/2012/15 et Add.1 et 2.

²⁹ FCCC/SBI/2012/L.27.

³⁰ FCCC/SBI/2012/L.36 et voir le paragraphe 62 a) ci-dessous. FCCC/SBI/2012/L.39 et voir le paragraphe 62 b) ci-dessous. FCCC/SBI/2012/L.45 et voir le paragraphe 62 c) ci-dessous. FCCC/SBSTA/2012/L.22–FCCC/SBI/2012/L.33 et voir le paragraphe 96 ci-dessous. FCCC/SBI/2012/L.49 et voir le paragraphe 125 ci-dessous. FCCC/SBI/2012/15/Add.1 et voir le paragraphe 127 ci-dessous. FCCC/SBI/2012/15/Add.1 et voir le paragraphe 131 ci-dessous. FCCC/SBI/2012/L.47 et voir le paragraphe 137 ci-dessous. FCCC/SBI/2012/L.32 et voir le paragraphe 140 ci-dessous.

³¹ FCCC/SBI/2012/L.53/Rev.1 et voir le paragraphe 129 ci-dessous.

³² FCCC/SBI/2012/L.50 et voir le paragraphe 64 ci-dessous.

l'expérience qu'ils ont acquise dans l'établissement et la mise en œuvre de programmes d'action nationaux aux fins de l'adaptation»³³;

d) Point 10 de l'ordre du jour («Démarches permettant de remédier aux pertes et préjudices liés aux incidences des changements climatiques dans les pays en développement qui sont particulièrement exposés aux effets néfastes de ces changements en vue de renforcer les capacités d'adaptation»³⁴).

60. Le Président du SBI a aussi informé le Président que le SBI avait adressé des projets de décision à la Conférence des Parties en vue d'un examen plus approfondi pour les points ci-après de l'ordre du jour de la Conférence:

a) Point 9 a) de l'ordre du jour («Rapport du Comité exécutif de la technologie»³⁵);

b) Point 9 b) de l'ordre du jour, intitulé («Questions relatives au Centre et au Réseau des technologies climatiques: choix de l'entité hôte et constitution du conseil consultatif»³⁶).

61. À la même séance, sur proposition du Président, la Conférence des Parties a pris note du rapport du SBI sur sa trente-sixième session, du projet de rapport sur sa trente-septième session et du rapport oral de son Président et a remercié M. Chruszczow de la compétence avec laquelle il avait conduit les travaux du SBI.

62. Suivant les recommandations du SBI³⁷, la Conférence des Parties a adopté les trois décisions suivantes:

a) Décision 23/CP.18 intitulée «Promotion de l'équilibre entre hommes et femmes et moyens de renforcer la participation des femmes dans les négociations relatives à la Convention et dans la représentation des Parties au sein des organes créés en vertu de la Convention ou du Protocole de Kyoto»;

b) Décision 16/CP.18 intitulée «Prototype du registre»;

c) Décision 8/CP.18 intitulée «Examen du mécanisme financier».

63. Le Président a ensuite rappelé que le SBI³⁸ avait recommandé un examen plus approfondi d'un projet de décision sur les plans nationaux d'adaptation par la Conférence des Parties (voir le paragraphe 59 c) ci-dessus). Il a informé la Conférence des Parties qu'il avait demandé au Président du SBI de poursuivre les consultations sur cette question. Sur proposition du Président³⁹, la Conférence des Parties a adopté la décision 12/CP.18 intitulée «Plans nationaux d'adaptation».

64. Le Président a aussi rappelé que le SBI avait recommandé à la Conférence des Parties d'examiner plus avant (voir le paragraphe 59 b) ci-dessus) un projet de décision⁴⁰ sur la composition, les modalités et les procédures de l'équipe d'experts techniques participant au processus de consultations et d'analyses internationales. Il a informé la Conférence des Parties qu'il avait demandé au Président du SBI de poursuivre les consultations sur cette question. Sur proposition du Président⁴¹, la Conférence des Parties a

³³ FCCC/SBI/2012/L.41 et voir le paragraphe 63 ci-dessous.

³⁴ FCCC/SBI/2012/L.44 et voir le paragraphe 65 ci-dessous.

³⁵ FCCC/SBSTA/2012/L.32 et FCCC/SBI/2012/L.51 et voir le paragraphe 98 ci-dessous.

³⁶ FCCC/SBI/2012/L.54 et voir les paragraphes 100 à 102 ci-dessous.

³⁷ FCCC/SBI/2012/L.36, FCCC/SBI/2012/L.39 et FCCC/SBI/2012/L.45.

³⁸ FCCC/SBI/2012/L.41.

³⁹ FCCC/CP/2012/L.2.

⁴⁰ FCCC/SBI/2012/L.50.

⁴¹ FCCC/CP/2012/L.5.

adopté la décision 17/CP.18 intitulée «Composition, modalités et procédures de l'équipe d'experts techniques participant au processus de consultations et d'analyses internationales».

65. À la reprise de la 9^e séance, la Conférence des Parties a adopté, sur proposition du Président⁴², la décision 3/CP.18 intitulée «Démarches permettant de remédier aux pertes et préjudices liés aux incidences des changements climatiques dans les pays en développement qui sont particulièrement exposés aux effets néfastes de ces changements en vue de renforcer les capacités d'adaptation» dans le cadre d'un ensemble de décisions désigné sous le nom de Passerelle de Doha pour le climat.

66. Également à la reprise de la 9^e séance, la Conférence des Parties a noté que les consultations sur les candidatures aux postes de vice-président et de rapporteur du SBI n'avaient pas abouti à la séance de clôture de la trente-septième session de cet organe et que, en dérogation au paragraphe 6 de l'article 27 du projet de règlement intérieur actuellement appliqué, le SBI avait demandé à la Conférence des Parties d'élire le Bureau du SBI pour laisser le temps de poursuivre les consultations. À la même séance, la Conférence des Parties, sur proposition du Président, a élu M. Van Lierop (Saint-Kitts-et-Nevis) Vice-Président du SBI et M^{me} Mabafokeng F. Mahahabisa (Lesotho) Rapporteur de cet organe.

IV. Rapport du Groupe de travail spécial de l'action concertée à long terme au titre de la Convention

(Point 4 de l'ordre du jour)

67. À la reprise de la 9^e séance, la Conférence des Parties a adopté, sur proposition du Président⁴³, la décision 1/CP.18 intitulée «Résultat convenu conformément au Plan d'action de Bali» dans le cadre d'un ensemble de décisions désigné sous le nom de Passerelle de Doha pour le climat.

68. Après la reprise de la 9^e séance de la Conférence des Parties et l'adoption de l'ensemble de décisions formant la Passerelle de Doha pour le climat, la Conférence des Parties et la CMP ont tenu une séance commune pour entendre des déclarations⁴⁴.

69. Des représentants du Canada, des États-Unis d'Amérique, du Japon et de la Suisse se sont dits préoccupés par la formulation du paragraphe 2 de la décision 1/CP.18.

70. Un représentant de la Suisse a fait observer que les alinéas *b* et *c* du paragraphe 19 de la décision précitée s'écartaient de l'objectif consistant à comprendre la diversité des mesures d'atténuation appropriées au niveau national, les résultats qu'elles produisaient en matière d'atténuation et l'appui requis.

71. Des représentants des États-Unis d'Amérique et de la Suisse ont fait valoir que le paragraphe 54 de la même décision ne devait pas être considéré comme réinterprétant les articles correspondants de la Convention.

72. Un représentant de la Suisse a fait part de ses inquiétudes quant au degré d'ambition prévu en matière de financement dans la même décision et, tout particulièrement, à la nécessité d'évaluer et de développer les enseignements tirés du financement à mise en œuvre rapide.

⁴² FCCC/CP/2012/L.4/Rev.1.

⁴³ FCCC/CP/2012/L.14/Rev.1.

⁴⁴ Voir la note 9 ci-dessus.

73. Un représentant de la Gambie, parlant au nom des pays les moins avancés, s'est inquiété du degré d'ambition manifesté dans la même décision en ce qui concerne le financement et l'atténuation.

74. Un représentant du Nicaragua a émis des réserves sur la façon dont la question du financement était traitée dans la même décision.

75. Un représentant des Philippines, parlant au nom des pays en développement animés du même esprit, a estimé que cette décision présentait des insuffisances majeures, en particulier sur la nécessité d'accroître les moyens de financement pour les pays en développement ainsi que, dans le cas des pays développés, pour ce qui est de l'atténuation et de la comparabilité de l'action à engager, des mesures de riposte, de la technologie, du renforcement des capacités, de l'adaptation et des démarches sectorielles.

76. Un représentant du Venezuela (République bolivarienne du) a fait une déclaration exprimant des réserves au sujet des aspects des résultats des travaux du Groupe de travail spécial de l'action concertée à long terme au titre de la Convention qui touchent aux mécanismes du marché du carbone.

77. Le Président a noté que les déclarations ci-dessus seraient, comme cela avait été demandé, consignées dans le rapport de la session.

V. Rapport du Groupe de travail spécial de la plate-forme de Durban pour une action renforcée

(Point 5 de l'ordre du jour)

78. À la reprise de la 9^e séance, la Conférence des Parties a adopté, sur proposition du Président⁴⁵, la décision 2/CP.18 intitulée «Faire avancer la plate-forme de Durban» dans le cadre d'un ensemble de décisions désigné sous le nom de Passerelle de Doha pour le climat.

79. Après la reprise de la 9^e séance de la Conférence des Parties et l'adoption de l'ensemble de décisions formant la Passerelle de Doha pour le climat, la Conférence des Parties et la CMP ont tenu une séance commune pour entendre des déclarations⁴⁶.

80. Des représentants du Canada, des États-Unis et du Japon ont, dans leurs déclarations, fait part de leur préoccupation au sujet du dernier alinéa du préambule de la décision et ont demandé que cela soit consigné dans le rapport sur les travaux de la session⁴⁷.

81. Un représentant des Philippines, parlant au nom des pays en développement animés du même esprit, s'est dit préoccupé par le contenu de la décision.

82. Le Président a noté que, à la demande de ces représentants, les déclarations susmentionnées seraient consignées dans le rapport de la session.

⁴⁵ FCCC/CP/2012/L.13.

⁴⁶ Voir la note 9 ci-dessus.

⁴⁷ Voir la note 9 ci-dessus.

VI. Examen des propositions présentées par les Parties au titre de l'article 17 de la Convention

(Point 6 de l'ordre du jour)

83. À la 2^e séance, le Président a invité la Conférence des Parties à se référer aux documents FCCC/CP/2009/3, FCCC/CP/2009/4, FCCC/CP/2009/5, FCCC/CP/2009/6, FCCC/CP/2009/7 et FCCC/CP/2010/3.

84. Présentant ce point de l'ordre du jour, le Président a indiqué que six propositions d'amendements à la Convention avaient été soumises pour examen par la Conférence des Parties (telles que contenues dans les documents énumérés au paragraphe 83 ci-dessus). Il a rappelé que la Conférence des Parties avait examiné ce même point de l'ordre du jour à ses quinzième, seizième et dix-septième sessions.

85. Sur proposition du Président, la Conférence des Parties a décidé de laisser ce point de l'ordre du jour en suspens et d'y revenir à sa séance plénière de clôture.

86. À la reprise de la 9^e séance, sur proposition du Président, la Conférence des Parties est convenue d'inscrire ce point à l'ordre du jour provisoire de sa dix-neuvième session, conformément à l'alinéa *c* de l'article 10 et à l'article 16 du projet de règlement intérieur actuellement appliqué.

VII. Examen des propositions d'amendements à la Convention présentées par les Parties au titre de son article 15

(Point 7 de l'ordre du jour)

A. Proposition de la Fédération de Russie visant à modifier l'alinéa *f* du paragraphe 2 de l'article 4 de la Convention

(Point 7 a) de l'ordre du jour)

87. À la 2^e séance, le Président a invité la Conférence des Parties à se référer au document FCCC/CP/2011/5 contenant une proposition de la Fédération de Russie visant à modifier l'alinéa *f* du paragraphe 2 de l'article 4 de la Convention. La Conférence des Parties avait examiné cette proposition à sa dix-septième session et avait décidé de l'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa dix-huitième session, conformément à l'alinéa *c* de l'article 10 et à l'article 16 du projet de règlement intérieur actuellement appliqué.

88. Le représentant d'une Partie a fait une déclaration.

89. Sur proposition du Président, la Conférence des Parties a décidé d'établir un groupe de contact, présidé par M. Javier Díaz Carmona (Costa Rica), aux fins de consultations sur ce sujet.

90. À sa 9^e séance sur proposition du Président, la Conférence des Parties est convenue d'inscrire ce point à l'ordre du jour provisoire de sa dix-neuvième session, conformément à l'alinéa *c* de l'article 10 et à l'article 16 du projet de règlement intérieur actuellement appliqué. Le Président a remercié M. Díaz Carmona d'avoir facilité les consultations sur cette question.

B. Proposition de la Papouasie-Nouvelle-Guinée et du Mexique visant à modifier les articles 7 et 18 de la Convention

(Point 7 b) de l'ordre du jour)

91. À la 2^e séance, le Président a invité la Conférence des Parties à se référer au document FCCC/CP/2011/4/Rev.1, contenant une proposition de la Papouasie-Nouvelle-Guinée et du Mexique visant à modifier les articles 7 et 18 de la Convention. La Conférence des Parties avait examiné cette proposition à sa dix-septième session et avait décidé de l'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa dix-huitième session, conformément à l'alinéa c de l'article 10 et à l'article 16 du projet de règlement intérieur actuellement appliqué.

92. Le représentant d'une Partie a fait une déclaration au nom du Mexique et de la Papouasie-Nouvelle-Guinée.

93. Le Président, relevant que le Mexique avait besoin de davantage de temps pour ses consultations, a proposé de laisser en suspens ce point subsidiaire de l'ordre du jour.

94. À sa 9^e séance sur proposition du Président, la Conférence des Parties est convenue d'inscrire ce point à l'ordre du jour provisoire de sa dix-neuvième session, conformément à l'alinéa c de l'article 10 et à l'article 16 du projet de règlement intérieur actuellement appliqué. Une Partie a fait une déclaration au nom du Mexique et de la Papouasie-Nouvelle-Guinée.

VIII. Rapport du Comité de l'adaptation

(Point 8 de l'ordre du jour)

95. La Conférence des Parties était saisie du rapport du Comité de l'adaptation⁴⁸. À sa 1^{re} séance, elle a décidé de renvoyer ce point de l'ordre du jour au SBSTA et au SBI pour examen.

96. À sa 9^e séance, suivant une recommandation adressée par le SBSTA et le SBI⁴⁹ à leur trente-septième session, la Conférence des Parties a adopté la décision 11/CP.18 intitulée «Travaux du Comité de l'adaptation».

IX. Mise au point et transfert de technologies et mise en place du Mécanisme technologique

(Point 9 de l'ordre du jour)

A. Rapport du Comité exécutif de la technologie

(Point 9 a) de l'ordre du jour)

97. La Conférence des Parties était saisie du rapport du Comité exécutif de la technologie⁵⁰. À sa 1^{re} séance, elle a décidé de renvoyer ce point subsidiaire de l'ordre du jour au SBSTA et au SBI pour examen.

98. À la 9^e séance, le Président a rappelé que le SBSTA et le SBI avaient adressé leur projet de décision⁵¹ à la Conférence des Parties pour qu'elle l'examine plus avant et en

⁴⁸ FCCC/SB/2012/3 et Corr.1.

⁴⁹ FCCC/SBSTA/2012/L.22-FCCC/SBI/2012/L.33.

⁵⁰ FCCC/SB/2012/2.

achève la mise au point (voir les paragraphes 52 et 60 a) ci-dessus). Il a aussi informé la Conférence des Parties qu'il avait prié les Présidents du SBSTA et du SBI de poursuivre leurs consultations sur la question. Sur proposition du Président⁵², la Conférence des Parties a adopté la décision 13/CP.18 intitulée «Rapport du Comité exécutif de la technologie».

B. Questions relatives au Centre et au Réseau des technologies climatiques: choix de l'entité hôte et constitution du conseil consultatif

(Point 9 b) de l'ordre du jour)

99. À sa 1^{re} séance, la Conférence des Parties a décidé de renvoyer ce point subsidiaire de l'ordre du jour au SBI pour examen.

100. À la 9^e séance, le Président a rappelé que le SBI⁵³ avait recommandé à la Conférence des Parties d'examiner un projet de décision sur les dispositions visant à rendre le Centre et le Réseau des technologies climatiques pleinement opérationnels (voir le paragraphe 60 b) ci-dessus). Il a en outre rappelé qu'il avait prié le Président du SBI de poursuivre les consultations et avait mené des activités de communication à un niveau élevé. À la même séance, sur proposition du Président⁵⁴, la Conférence des Parties a adopté la décision 14/CP.18 intitulée «Dispositions visant à rendre le Centre et le Réseau des technologies climatiques pleinement opérationnels».

101. À la reprise de la 9^e séance, le Président a fait savoir aux Parties que les consultations sur la désignation de représentants des gouvernements au Conseil consultatif du Centre et du Réseau des technologies climatiques n'avaient pas été menées à terme et a engagé les groupes à soumettre des candidatures au secrétariat pour le 14 mars 2013. Se fondant sur une proposition du Président, la Conférence des Parties est convenue qu'une fois les propositions reçues par le secrétariat les candidats désignés seraient considérés comme élus à la dix-huitième session de la Conférence des Parties, conformément à la pratique établie.

102. À la même séance, la Conférence des Parties, sur proposition du Président, a élu au Conseil consultatif du Centre et du Réseau des technologies climatiques les représentants des gouvernements dont les noms suivent⁵⁵:

Représentants des gouvernements au Conseil consultatif du Centre et du Réseau des technologies climatiques

<i>Représentant</i>	<i>Groupe</i>
M. Pedro Borges (Venezuela (République bolivarienne du))	Parties non visées à l'annexe I de la Convention
M. Collin Guiste (Dominique)	
M. Spencer Linus Thomas (Grenade)	
M. Fred Machulu Onduri (Ouganda)	

⁵¹ FCCC/SBSTA/2012/L.32 et FCCC/SBI/2012/L.51.

⁵² FCCC/CP/2012/L.9.

⁵³ FCCC/SBI/2012/L.54.

⁵⁴ FCCC/CP/2012/L.10.

⁵⁵ La liste la plus récente des membres figure à l'adresse http://unfccc.int/bodies/election_and_membership/items/6558.php.

<i>Représentant</i>	<i>Groupe</i>
M ^{me} Rose Mukankomeje (Rwanda)	
M ^{me} Sara Aagesen Muñoz (Espagne)	Parties visées à l'annexe I de la Convention
M. Jürg Grütter (Suisse)	
M. David Henry (Canada)	
M. Kazuhiko Honbu (Japon)	
M. Matthew Kennedy (Irlande)	
M. Piotr Paschalis-Jakubowicz (Pologne)	
M. Michael Rantil (Suède)	
M. Griffin Thompson (États-Unis)	

X. Deuxième examen des alinéas *a* et *b* du paragraphe 2 de l'article 4 de la Convention visant à déterminer s'ils sont adéquats⁵⁶

(Point 10 de l'ordre du jour, *laissé en suspens*)

XI. Questions relatives au financement

(Point 11 de l'ordre du jour)

A. Programme de travail sur le financement à long terme

(Point 11 a) de l'ordre du jour)

103. À sa 2^e séance, la Conférence des Parties était saisie du document FCCC/CP/2012/3. Le Président a invité les deux coprésidents chargés du programme de travail, M. Zaheer Fakir (Afrique du Sud) et M. Georg Børsting (Norvège), à présenter le rapport.

104. Le Président a remercié les coprésidents pour leur travail sur cette question importante.

105. Des déclarations ont été faites par les représentants de 26 Parties, dont un a pris la parole au nom des États d'Afrique, un autre au nom de l'AOSIS et un autre au nom de l'Union européenne, de ses États membres et de la Croatie. Une Partie a fait une déclaration au nom des ONG représentant les syndicats.

106. Sur proposition du Président, la Conférence des Parties a décidé de créer un groupe de contact, animé par M. Kamel Djemouai (Algérie) et M. Greg Andrews (Australie), pour examiner le rapport⁵⁷.

⁵⁶ Ce point de l'ordre du jour a été laissé en suspens et, conformément à l'article 16 du projet de règlement intérieur actuellement appliqué, sera examiné à la dix-neuvième session de la Conférence des Parties.

⁵⁷ Le groupe de contact a examiné les alinéas *a* à *d* du point 11 de l'ordre du jour («Questions relatives au financement»).

107. À la reprise de sa 9^e séance, sur proposition du Président⁵⁸, la Conférence des Parties a adopté la décision 4/CP.18 intitulée «Programme de travail sur le financement à long terme» dans le cadre d'un ensemble de décisions désigné sous le nom de Passerelle de Doha pour le climat.

B. Rapport du Comité permanent

(Point 11 b) de l'ordre du jour)

108. À la 2^e séance, le Président a invité la Conférence des Parties à se référer au document FCCC/CP/2012/4. Il a invité la Présidente du Comité permanent, M^{me} Diann Black Layne (Antigua-et-Barbuda), et son Vice-Président, M. Stefan Schwager (Suisse), à rendre compte du travail accompli jusque-là.

109. Le Président les a remerciés, de même que tous les membres du Comité permanent, pour la tâche accomplie.

110. Des déclarations ont été faites par les représentants de six Parties, dont un a pris la parole au nom de l'AOSIS.

111. Sur proposition du Président, la Conférence des Parties a décidé de créer un groupe de contact, animé par M. Djemouai et M. Andrews, aux fins de l'examen du rapport du Comité permanent⁵⁹.

112. À la reprise de sa 9^e séance, sur proposition du Président⁶⁰, la Conférence des Parties a adopté la décision 5/CP.18 intitulée «Rapport du Comité permanent» dans le cadre d'un ensemble de décisions désigné sous le nom de Passerelle de Doha pour le climat.

C. Rapport du Fonds vert pour le climat à la Conférence des Parties et directives à l'intention du Fonds vert pour le climat

(Point 11 c) de l'ordre du jour)

113. À sa 2^e séance, la Conférence des Parties était saisie du document FCCC/CP/2012/5, contenant le rapport du Fonds vert pour le climat.

114. Le Président a invité M. Fakir et M. Ewen McDonald (Australie), Coprésidents du Conseil du Fonds vert pour le climat, à rendre compte du travail accompli jusque-là.

115. Le Président a remercié les Coprésidents et tous les membres du Conseil pour les avancées réalisées. Il a aussi remercié les Parties qui avaient proposé d'accueillir le Fonds vert pour le climat.

116. Des déclarations ont été faites par les représentants de 11 Parties, dont un a pris la parole au nom des États d'Afrique, un autre au nom de l'AOSIS et un autre au nom du Chili, de la Colombie, du Costa Rica et du Pérou.

117. Sur proposition du Président, la Conférence des Parties a décidé de créer un groupe de contact, animé par M. Djemouai et M. Andrews, afin d'examiner le rapport du Fonds vert pour le climat et les modalités à arrêter⁶¹.

118. À la reprise de sa 9^e séance, sur proposition du Président⁶², la Conférence des Parties a adopté la décision 6/CP.18 intitulée «Rapport du Fonds vert pour le climat à la

⁵⁸ FCCC/CP/2012/L.15.

⁵⁹ Voir la note 57 ci-dessus.

⁶⁰ FCCC/CP/2012/L.16.

⁶¹ Voir la note 57 ci-dessus.

Conférence des Parties et directives à l'intention du Fonds vert pour le climat» dans le cadre d'un ensemble de décisions désigné sous le nom de Passerelle de Doha pour le climat.

D. Arrangements à prévoir entre la Conférence des Parties et le Fonds vert pour le climat

(Point 11 d) de l'ordre du jour)

119. À sa 2^e séance, la Conférence des Parties était saisie du document FCCC/CP/2012/5, contenant le rapport du Fonds vert pour le climat. Le représentant d'une Partie a fait une déclaration.

120. Sur proposition du Président, la Conférence des Parties a décidé de créer un groupe de contact, animé par M. Djemouai et M. Andrews, afin d'examiner le rapport du Fonds vert pour le climat⁶³.

121. À la reprise de sa 9^e séance, sur proposition du Président⁶⁴, la Conférence des Parties a adopté la décision 7/CP.18 intitulée «Arrangements entre la Conférence des Parties et le Fonds vert pour le climat» dans le cadre d'un ensemble de décisions désigné sous le nom de Passerelle de Doha pour le climat.

E. Rapport du Fonds pour l'environnement mondial à la Conférence des Parties et directives à l'intention du Fonds pour l'environnement mondial

(Point 11 e) de l'ordre du jour)

122. La Conférence des Parties était saisie du rapport du Fonds pour l'environnement mondial⁶⁵. À la 1^{re} séance, ce point subsidiaire de l'ordre du jour a été renvoyé au SBI pour examen.

123. À la 9^e séance, le Président du SBI, M. Chruszczow, a indiqué à la Conférence des Parties que, du fait de la portée générale du projet de décision sur les directives à adresser au Fonds pour l'environnement mondial au titre du point subsidiaire 6 b) de l'ordre du jour du SBI, ce projet de décision avait fait l'objet d'ajouts découlant des conclusions et des décisions⁶⁶ adoptées à l'issue de la session du SBI. Sur proposition du Président⁶⁷, la Conférence des Parties a adopté la décision 9/CP.18 intitulée «Rapport du Fonds pour l'environnement mondial à la Conférence des Parties et directives supplémentaires à l'intention du Fonds pour l'environnement mondial».

F. Nouvelles directives à l'intention du Fonds pour les pays les moins avancés

(Point 11 f) de l'ordre du jour)

124. À sa 1^{re} séance, la Conférence des Parties a décidé de renvoyer ce point subsidiaire de l'ordre du jour au SBI pour examen.

⁶² FCCC/CP/2012/L.17.

⁶³ Voir la note 57 ci-dessus.

⁶⁴ FCCC/CP/2012/L.18.

⁶⁵ FCCC/CP/2012/6.

⁶⁶ FCCC/SBI/2012/L.52, FCCC/SBI/2012/15 et FCCC/CP/2012/L.2.

⁶⁷ FCCC/CP/2012/L.7.

125. À sa 9^e séance, sur recommandation du SBI⁶⁸, la Conférence des Parties a adopté la décision 10/CP.18 intitulée «Nouvelles directives à l'intention du Fonds pour les pays les moins avancés».

XII. Communications nationales

(Point 12 de l'ordre du jour)

A. Communications nationales des Parties visées à l'annexe I de la Convention

(Point 12 a) de l'ordre du jour)

126. À la 1^{re} séance, ce point subsidiaire de l'ordre du jour a été renvoyé au SBI pour examen.

127. À sa 9^e séance, sur recommandation du SBI⁶⁹, la Conférence des Parties a adopté la décision 20/CP.18 intitulée «État de la situation concernant la présentation et l'examen des cinquièmes communications nationales des Parties visées à l'annexe I de la Convention et compilation-synthèse des cinquièmes communications nationales des Parties visées à l'annexe I de la Convention».

B. Communications nationales des Parties non visées à l'annexe I de la Convention

(Point 12 b) de l'ordre du jour)

128. À sa 1^{re} séance, la Conférence des Parties a décidé de renvoyer ce point subsidiaire de l'ordre du jour au SBI pour examen.

129. À la 9^e séance, le Président a rappelé que le SBI avait recommandé à la Conférence des Parties d'examiner plus avant un projet de décision⁷⁰ (voir le paragraphe 59 b) ci-dessus). Il a en outre rappelé qu'il avait prié le Président du SBI de poursuivre les consultations sur la question. Sur proposition du Président⁷¹, la Conférence des Parties a adopté la décision 18/CP.18 intitulée «Travaux du Groupe consultatif d'experts des communications nationales des Parties non visées à l'annexe I de la Convention».

XIII. Renforcement des capacités au titre de la Convention

(Point 13 de l'ordre du jour)

130. À sa 1^{re} séance, la Conférence des Parties a décidé de renvoyer ce point de l'ordre du jour au SBI pour examen.

131. À sa 9^e séance, sur recommandation du SBI⁷², la Conférence des Parties a adopté la décision 21/CP.18 intitulée «Renforcement des capacités des pays en transition au titre de la Convention».

⁶⁸ FCCC/SBI/2012/L.49.

⁶⁹ FCCC/SBI/2012/15/Add.1.

⁷⁰ FCCC/SBI/2012/L.53/Rev.1.

⁷¹ FCCC/CP/2012/L.6.

⁷² FCCC/SBI/2012/15/Add.1.

XIV. Application des paragraphes 8 et 9 de l'article 4 de la Convention

(Point 14 de l'ordre du jour)

A. Mise en œuvre du programme de travail de Buenos Aires sur les mesures d'adaptation et de riposte (décision 1/CP.10)

(Point 14 a) de l'ordre du jour)

132. À sa 1^{re} séance, la Conférence des Parties a décidé de renvoyer ce point subsidiaire de l'ordre du jour au SBSTA et au SBI pour examen.

133. À la 9^e séance, le Président a rappelé que, comme les Présidents du SBSTA et du SBI l'avaient fait savoir⁷³, les consultations sur ce point se poursuivraient à la trente-huitième session des organes subsidiaires. Sur proposition du Président, la Conférence des Parties a pris note de cette mesure.

B. Questions relatives aux pays les moins avancés

(Point 14 b) de l'ordre du jour)

134. À sa 1^{re} séance, la Conférence des Parties a décidé de renvoyer ce point subsidiaire de l'ordre du jour au SBI pour examen.

135. À sa 9^e séance, la Conférence des Parties a noté que le SBI avait adopté des conclusions⁷⁴ sur des questions relatives aux pays les moins avancés.

XV. Article 6 de la Convention

(Point 15 de l'ordre du jour)

136. À la 1^{re} séance, ce point de l'ordre du jour a été renvoyé au SBI pour examen.

137. À sa 9^e séance, sur recommandation du SBI⁷⁵, la Conférence des Parties a adopté la décision 15/CP.18 intitulée «Programme de travail de Doha sur l'article 6 de la Convention».

XVI. Autres questions renvoyées à la Conférence des Parties par les organes subsidiaires

(Point 16 de l'ordre du jour)

138. À sa 9^e séance, la Conférence des Parties a pris note du fait qu'aucune autre question n'avait été soulevée au titre de ce point.

⁷³ FCCC/SBSTA/2012/L.23-FCCC/SBI/2012/L.34 et FCCC/SBSTA/2012/L.26.

⁷⁴ FCCC/SBI/2012/L.35.

⁷⁵ FCCC/SBI/2012/L.47.

XVII. Questions administratives, financières et institutionnelles

(Point 17 de l'ordre du jour)

États financiers vérifiés de l'exercice biennal 2010-2011

(Point 17 a) de l'ordre du jour)

Exécution du budget de l'exercice biennal 2012-2013

(Point 17 b) de l'ordre du jour)

139. À la 1^{re} séance, les points subsidiaires 17 a) et 17 b) de l'ordre du jour ont été renvoyés au SBI pour examen.

140. À sa 9^e séance, sur recommandation du SBI⁷⁶, la Conférence des Parties a adopté la décision 25/CP.18 intitulée «Questions administratives, financières et institutionnelles».

XVIII. Réunion de haut niveau

(Point 18 de l'ordre du jour)

A. Cérémonie inaugurale et ouverture de la réunion de haut niveau

141. Le 4 décembre a eu lieu une cérémonie de bienvenue, à laquelle ont assisté l'Émir du Qatar, S. A. le cheikh Hamad bin Khalifa Al-Thani, le Prince héritier du Qatar, S. A. le cheikh Tamim bin Hamad Al-Thani, S. A. la cheikha Mozah bint Nasser Al-Missned du Qatar, l'Émir du Koweït, S. A. le cheikh Sabah IV Al-Ahmad Al-Jaber Al-Sabah, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, M. BAN Ki-moon, le Président de l'Assemblée générale des Nations Unies, M. Vuk Jeremić, le Président de la dix-huitième session de la Conférence des Parties et de la huitième session de la CMP, M. Abdullah bin Hamad Al-Attayah, la Secrétaire exécutive de la Convention, M^{me} Figueres, et d'autres personnalités.

142. La réunion de haut niveau de la Conférence des Parties à sa dix-huitième session et de la CMP à sa huitième session a été ouverte le 4 décembre par le Président de la Conférence des Parties et de la CMP à la 3^e séance de la Conférence des Parties et à la 3^e séance de la CMP.

143. L'Émir du Qatar, S. A. le cheikh Hamad bin Khalifa Al-Thani, a fait une déclaration lors de la cérémonie d'ouverture de la réunion de haut niveau⁷⁷.

144. Pour marquer l'ouverture de la réunion de haut niveau, le Gouvernement qatarien a présenté une vidéo intitulée «Count me in».

B. Déclaration des Parties et des États dotés du statut d'observateur

145. Au cours de la réunion de haut niveau, des déclarations ont été faites par 156 Parties, dont 7 ont été prononcées par des chefs d'État ou de gouvernement, 5 par des vice-présidents ou des vice-premiers ministres, 99 par des ministres et 45 par des représentants des Parties. En outre, 2 déclarations ont été faites par des États dotés du statut

⁷⁶ FCCC/SBI/2012/L.32.

⁷⁷ Les déclarations faites à l'ouverture de la réunion de haut niveau peuvent être consultées à l'adresse suivante: http://unfccc.int/meetings/doha_nov_2012/statements/items/7324.php.

d'observateur. Des déclarations ont été faites par 7 Parties au nom de groupes de négociation ou d'autres groupes. On trouvera une liste complète des orateurs à l'annexe II du présent rapport⁷⁸.

C. Déclarations de hauts responsables de l'Organisation des Nations Unies

146. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, M. BAN Ki-moon, et le Président de l'Assemblée générale des Nations Unies, M. Jeremić, ont fait des déclarations au cours de la réunion de haut niveau. La Secrétaire exécutive de la Convention, M^{me} Figueres, a également fait une déclaration.

D. Passerelle de Doha pour le climat

147. Au cours de la session, le Président a organisé un certain nombre de séances plénières informelles de bilan, dont l'objet était de contribuer à l'ouverture et à la transparence des négociations et de donner à tous les participants une vue d'ensemble de l'organisation des travaux, des dispositions prises et du déroulement des négociations⁷⁹. Le Président a prié des ministres et des responsables de haut niveau de lui apporter leur concours en matière de communication à l'échelon ministériel, en vue de parvenir à un terrain d'entente sur plusieurs questions clefs restant à régler avant la clôture de la session, dont le résultat convenu conformément au Plan d'action de Bali, le financement, les directives relatives à la présentation de rapports, la question des pertes et préjudices et la composition du Conseil consultatif du Centre et du Réseau des technologies climatiques. Parmi les ministres et les responsables de haut niveau, il y avait M. Altmaier, M. Balakrishnan, M. Dreyfus, M^{me} Gaye, M^{me} Flores, M^{me} Molewa, M. Oberle et M^{me} Shakeela. Ces activités ont contribué à l'élaboration d'un ensemble de décisions qui ont été désignées comme faisant partie de la Passerelle de Doha pour le climat⁸⁰ (voir ci-dessus le paragraphe 30) et renvoyées à la Conférence des Parties pour adoption.

E. Autres mesures prises par la Conférence des Parties

148. À la reprise de sa 9^e séance, sur proposition du Président⁸¹, la Conférence des Parties a adopté la décision 24/CP.18 intitulée «Initiative de diversification économique».

149. Le représentant d'une Partie a fait une déclaration.

XIX. Déclarations des organisations admises en qualité d'observateurs

(Point 19 de l'ordre du jour)

150. À la 8^e séance de la Conférence des Parties et à la 8^e séance de la CMP, le 7 décembre, des déclarations ont été faites par des représentants d'organisations

⁷⁸ Voir la note 77 ci-dessus.

⁷⁹ Voir http://unfccc.int/meetings/doha_nov_2012/items/7304.php pour de plus amples informations.

⁸⁰ Les décisions de la Passerelle de Doha pour le climat comprennent aussi deux décisions adoptées dans le cadre de la CMP (voir FCCC/KP/CMP/2012/13, par. 17).

⁸¹ FCCC/CP/2012/L.11.

intergouvernementales et d'organisations non gouvernementales. On trouvera une liste complète de ces organisations à l'annexe III du présent rapport.

XX. Questions diverses

(Point 20 de l'ordre du jour)

151. À la 2^e séance, le Président a ouvert ce point de l'ordre du jour. L'Union européenne, au nom de ses 27 États membres et de la Croatie, a fait une proposition visant à améliorer la représentation des femmes dans le processus découlant de la Convention.

152. Des déclarations ont été faites par les représentants de 14 Parties, dont un a pris la parole au nom des États d'Afrique et un autre au nom du Groupe pour l'intégrité de l'environnement.

153. Sur proposition du Président, la Conférence des Parties a décidé de renvoyer la question de l'amélioration de la participation des femmes au processus découlant de la Convention au SBI, pour examen, en le priant de lui faire rapport à sa séance plénière de clôture⁸².

XXI. Conclusion des travaux de la session

(Point 21 de l'ordre du jour)

154. À la reprise de la 9^e séance, un représentant du secrétariat a présenté une estimation préliminaire des incidences administratives et budgétaires des décisions adoptées au cours de la session.

A. Adoption du rapport de la dix-huitième session de la Conférence des Parties

(Point 21 a) de l'ordre du jour)

155. À la reprise de sa 9^e séance, la Conférence des Parties a examiné le projet de rapport de sa dix-huitième session⁸³. À la même séance, sur proposition du Président, elle a autorisé le Rapporteur à achever le rapport de la session, selon les indications données par le Président et avec le concours du secrétariat.

B. Clôture de la session

(Point 21 b) de l'ordre du jour)

156. À la reprise de sa 9^e séance, sur proposition du Président⁸⁴, la Conférence des Parties a adopté la résolution 1/CP.18 intitulée «Expression de gratitude au Gouvernement de l'État du Qatar et aux habitants de Doha». Le Président a ensuite prononcé la clôture de la huitième session de la Conférence des Parties.

⁸² Voir ci-dessus le paragraphe 62 a).

⁸³ FCCC/CP/2012/L.1.

⁸⁴ FCCC/CP/2012/L.3-FCCC/KP/CMP/2012/L.5.

Annexe I

[Anglais seulement]

Parties to the Convention, observer States and United Nations organizations attending the eighteenth session of the Conference of the Parties

A. Parties to the Convention

Afghanistan	China	Guinea
Albania	Colombia	Guinea-Bissau
Algeria	Comoros	Guyana
Angola	Congo	Haiti
Antigua and Barbuda	Cook Islands	Honduras
Argentina	Costa Rica	Hungary
Armenia	Côte d'Ivoire	Iceland
Australia	Croatia	India
Austria	Cuba	Indonesia
Azerbaijan	Cyprus	Iran (Islamic Republic of)
Bahamas	Czech Republic	Iraq
Bahrain	Democratic Republic of the Congo	Ireland
Bangladesh	Denmark	Israel
Barbados	Djibouti	Italy
Belarus	Dominica	Jamaica
Belgium	Dominican Republic	Japan
Belize	Ecuador	Jordan
Benin	Egypt	Kazakhstan
Bhutan	El Salvador	Kenya
Bolivia (Plurinational State of)	Equatorial Guinea	Kiribati
Bosnia and Herzegovina	Eritrea	Kuwait
Botswana	Estonia	Kyrgyzstan
Brazil	Ethiopia	Lao People's Democratic Republic
Brunei Darussalam	European Union	Latvia
Bulgaria	Fiji	Lebanon
Burkina Faso	Finland	Lesotho
Burundi	France	Liberia
Cambodia	Gabon	Libya
Cameroon	Gambia	Liechtenstein
Canada	Georgia	Lithuania
Cape Verde	Germany	Luxembourg
Central African Republic	Ghana	Madagascar
Chad	Greece	Malawi
Chile	Grenada	Malaysia
	Guatemala	

Maldives	Peru	Swaziland
Mali	Philippines	Sweden
Malta	Poland	Switzerland
Marshall Islands	Portugal	Tajikistan
Mauritania	Qatar	Thailand
Mauritius	Republic of Korea	Timor-Leste
Mexico	Republic of Moldova	Togo
Micronesia (Federated States of)	Romania	Tonga
Monaco	Russian Federation	Trinidad and Tobago
Mongolia	Rwanda	Tunisia
Montenegro	Saint Kitts and Nevis	Turkey
Morocco	Saint Lucia	Turkmenistan
Mozambique	Saint Vincent and the Grenadines	Tuvalu
Namibia	Samoa	Uganda
Nauru	Sao Tome and Principe	Ukraine
Nepal	Saudi Arabia	United Arab Emirates
Netherlands	Senegal	United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland
New Zealand	Serbia	United Republic of Tanzania
Nicaragua	Seychelles	United States of America
Niger	Sierra Leone	Uruguay
Nigeria	Singapore	Uzbekistan
Niue	Slovakia	Vanuatu
Norway	Slovenia	Venezuela (Bolivarian Republic of)
Oman	Solomon Islands	Viet Nam
Pakistan	Somalia	Yemen
Palau	South Africa	Zambia
Panama	Spain	Zimbabwe
Papua New Guinea	Sri Lanka	
Paraguay	Sudan	
	Suriname	

B. Observer States

Holy See
 State of Palestine
 South Sudan

C. United Nations bodies and programmes

United Nations
 United Nations Children's Fund
 United Nations Department of Economic and Social Affairs
 United Nations Development Programme

United Nations Economic and Social Commission for Asia and the Pacific
United Nations Economic and Social Commission for Western Asia
United Nations Economic Commission for Africa
United Nations Economic Commission for Latin America and the Caribbean
United Nations Entity for Gender Equality and the Empowerment of Women
United Nations Environment Programme
United Nations Human Settlements Programme
United Nations Institute for Training and Research
United Nations International Strategy for Disaster Reduction
United Nations Office of the High Commissioner for Human Rights/Centre for Human Rights
United Nations Office of the High Representative for the Least Developed Countries, Landlocked Developing Countries and Small Island Developing States
United Nations Office for Project Services
United Nations Population Fund
United Nations University
World Food Programme

D. Convention secretariats

Convention on Biological Diversity
United Nations Convention to Combat Desertification

E. Specialized agencies and institutions of the United Nations system

Food and Agriculture Organization of the United Nations
Global Environment Facility
Intergovernmental Oceanographic Commission
Intergovernmental Panel on Climate Change
International Civil Aviation Organization
International Fund for Agricultural Development
International Maritime Organization
International Telecommunication Union
United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization
United Nations Industrial Development Organization
World Health Organization
World Intellectual Property Organization
World Meteorological Organization

World Tourism Organization

F. Related organizations of the United Nations system

International Atomic Energy Agency

International Finance Corporation

International Monetary Fund

World Bank

World Trade Organization

Annexe II

[Anglais seulement]

List of representatives who made statements at the high-level segment under agenda item 18 of the Conference of the Parties and agenda item 19 of the Conference of the Parties serving as the meeting of the Parties to the Kyoto Protocol¹

A. Negotiating and other groups

Algeria (*on behalf of the Group of 77 and China*)

Mr. Amara Benyounes
Minister of Land Planning, Environment and City

Australia (*on behalf of the Umbrella Group*)

Mr. Mark Dreyfus
Parliamentary Secretary for Climate Change and Energy Efficiency

European Union

Ms. Connie Hedegaard Commissioner for Climate Action, European Commission, and
Mr. Sofoclis Aletraris
Minister of Agriculture, Natural Resources and Environment, Cyprus

Gambia (*on behalf of the least developed countries*)

Ms. Fatou Ndeye Gaye
Minister of Environment

Nauru (*on behalf of the Alliance of Small Island States*)

Mr. Kieren Keke
Minister of Foreign Affairs and Trade

Papua New Guinea (*on behalf of the Coalition for Rainforest Nations*)

Mr. Patrick Pruaitch
Minister for Forestry and Climate Change

Swaziland (*on behalf of the African States*)

Mr. Sibusiso B. Dlamini
Prime Minister

Switzerland (*on behalf of the Environmental Integrity Group*)

Mr. Bruno Oberle
State Secretary, Swiss Federal Department for the Environment, Transport, Energy and Communication

¹ Webcasts of statements are available at <http://unfccc.int/meetings/doha_nov_2012/meeting/6815/php/view/webcasts.php>.

B. Parties²**Afghanistan**

Mr. Ghulam Mohd Malikyar
Deputy Director General, National
Environmental Protection Agency

Albania

Mr. Fatmir Mediu
Minister of Environment, Forestry and
Water Administration

Angola

Ms. Maria Fatima Jardim
Minister of Environment

Argentina

Ms. Maria Fabiana Loguzzo
General Director of Environmental Affairs,
Ministry of Foreign Affairs

Armenia**Australia**

Mr. Mark Dreyfus
Parliamentary Secretary for Climate Change
and Energy Efficiency

Austria

Mr. Nikolaus Berlakovich
Federal Minister for Agriculture, Forestry,
Environment and Water Management

Bahrain

Mr. Ahmed Alkaabi
Minister of Municipality

Bangladesh

Mr. Mohammed Hasan Mahmud
Minister of Environment and Forests

Barbados

Ms. Maxine McClean
Minister of Foreign Affairs and Foreign
Trade

Belarus

Mr. Oleg Maksyuta
Director, Department of Hydrometeorology

Belgium

Mr. Wathelet Melchior Henri Nicole
State Secretary for Environment, Energy and
Mobility and State Secretary for Institutional
Reforms

Belize

Ms. Lisel Del Socorro Alamilla
Minister of Forestry, Fisheries and Sustainable
Development

Benin

Mr. Blaise Onésiphore Ahanhanzo Glele
Minister of Environment, Housing and
Urbanism

Bhutan

Mr. Penden Wangchuk
Cabinet Secretary

Bolivia (Plurinational State of)

Mr. Jose Antonio Zamora Gutiérrez
Minister of Environment and Water

Bosnia and Herzegovina

Mr. Mirko Sarovic
Minister of Foreign Trade and Economic
Relations

Brazil

Ms. Izabella Monica Teixeira
Minister of Environment

Brunei Darussalam

Mr. Pehin Dato Suyoi Haji Osman
Minister of Development

Burundi

Mr. Jean Marie Nibirantije
Minister of Water, Environment, Land
Management and Urban Planning

² At the joint high-level segment of the Conference of the Parties (COP) and the Conference of the Parties serving as the meeting of the Parties to the Kyoto Protocol (CMP), Armenia requested that its statement be included in the records of the conference and posted on the UNFCCC website.

Cambodia

Mr. Chansokha Nuth
Under-Secretary of State

Cameroon

Mr. Iya Tidjani
Ambassador of Cameroon to Saudi Arabia

Canada

Mr. Peter James Kent
Minister of the Environment

Cape Verde

Mr. Antonio Pedro Monteiro Lima
Permanent Representative to the United Nations, New York

Central African Republic

Mr. François Naoueyama
Minister of Environment and Ecology

Chad

Mr. Mahamat Bechir Okormi
Minister of Environment and Fisheries

Chile

Ms. Maria Ignacia Benítez
Minister of Environment

China³

Mr. Zhenhua Xie
Minister, Vice-Chairman

Comoros

Mr. Mohadji Fouad
Vice-President in Charge of the Ministry of Production, Environment, Energy, Industry and Craft

Congo

Mr. Jose Rodrigue Ngouonimba
Minister of Tourism and Environment

Costa Rica

Mr. René Castro Salazar
Minister of Environment, Energy and Telecommunications

Côte d'Ivoire

Mr. Remi Allah-Kouadio
Minister of Environment and Sustainable Development

Croatia

Mr. Mihael Zmajlović
Minister of Environmental and Nature Protection

Cuba

Mr. Fernando Mario González Bermúdez
Vice Prime Minister of Science, Technology and Environment

Czech Republic

Mr. Tomas Chalupa
Minister of the Environment

Democratic Republic of the Congo

Mr. Daniel Mukoko Samba
Vice Prime Minister

Denmark

Mr. Martin Lidegaard
Minister for Climate, Energy and Building

Djibouti

Mr. Ismail Omar Guelleh
President

Dominican Republic

Mr. Omar Bolivar Ramírez Tejada
Secretary of State

Ecuador

Ms. Ivonne Juez de Baki
Secretary of State

Egypt

Mr. Moustafa Hussien Kamel
Minister of Environment

El Salvador

Mr. Herman Humberto Rosa Chavez
Minister of Environment and Natural Resources

Eritrea

Mr. Tesfai Ghebreselassie Sebhatu
Minister of Environment, Land, Water and Environment

Estonia

Ms. Keit Pentus-Rosimannus
Minister of the Environment

Ethiopia

Mr. Hailemariam Dessalegn Boshe
Prime Minister

³ At the joint high-level segment of the COP and the CMP, a further statement was also made by China,

Fiji

Mr. Ratu Inoke Kubuabola
Minister of Foreign Affairs and
International Cooperation

Finland

Mr. Ville Niinistö
Minister of the Environment

France

Mr. Fabius Laurent Pierre
Minister of Foreign Affairs

Gabon

Mr. Ali Bongo Ondimba
President

Germany

Mr. Peter Altmaier
Minister for the Environment, Nature
Conservation and Nuclear Safety

Grenada

Mr. George Wilbert Prime
Minister of Environment, Foreign Trade
and Export Development

Guatemala

Mr. Sergio Raúl Ruano Solares
Vice-Minister of Environment and Natural
Resources

Haiti

Mr. Jean Vilmond Hilaire
Minister of Environment

Honduras

Mr. Rigoberto Cuéllar Cruz
Minister of Natural Environment and
Resources Secretariat

Iceland

Mr. Hugi Ólafsson
Director, Climate Change, Ministry for the
Environment and Natural Resources

India

Ms. Mira Mehrishi
Special Secretary, Ministry of Environment and
Forests

Indonesia

Mr. Rachmat Witoelar
Minister and President's Special Envoy for
Climate Change

Iran (Islamic Republic of)

Mr. Mohammad Javad Mohammadi Zadeh
Vice-President and Head of the Organization for
the Protection of Environment

Iraq

Mr. Sargon Lazar Binzezo
Minister of the Environment

Ireland

Mr. Phil Hogan
Minister for the Environment, Community and
Local Government

Israel

Ms. Lironne Bar Sadeh
Director, International Organizations and
Human Rights Department

Italy

Mr. Corrado Clini
Minister of Environment, Land and Sea

Jamaica

Mr. Robert D. Pickersgill
Minister of Water, Land, Environment and
Climate Change

Japan

Mr. Hiroyuki Nagahama
Minister of the Environment

Jordan

Mr. Ahmad Thalje Al Qatarneh
Secretary-General, Ministry of Environment

recalling the status of China in the United Nations system, in response to statements made by some Parties regarding the participation of Taiwan Province of China in the conference.

Kazakhstan

Mr. Marlen Iskakov
Vice-Minister of Environmental Protection

Kenya

Mr. Ali Daud Mohamed,
Permanent Secretary, Ministry of
Environment and Mineral Resources

Kyrgyzstan

Mr. Bahtiyar Abdiev
State Secretary, State Agency on
Environment Protection and Forestry

Lebanon

Mr. Nazem El-Khoury
Minister of Environment

Lesotho

Mr. Thahane Timothy Thahane
Minister of Energy, Meteorology and Water
Affairs

Liberia

Ms. Julia Duncan Cassell
Minister of Gender and Development

Libya

Mr. Abdul Aziz T. Hreba
Chairman of the Environment Affairs
Committee, General National Congress

Liechtenstein

Ms. Renate Muessner
Minister of the Environment

Luxembourg

Mr. Marco Schank
Minister for Sustainable Development and
Infrastructure

Madagascar

Mr. Pierre Manganirina Randrianarisoa
Secretary-General, Ministry of Environment
and Forest

Malawi

Ms. Catherine Gomezgani Hara
Cabinet Minister, Ministry of Environment
and Climate Change Management

Malaysia

Mr. Douglas Uggah Embas
Minister of Natural Resources and Environment

Maldives

Ms. Mariyam Shakeela
Minister of Environment and Energy

Mali

Mr. David Sagara
Minister of Environment and Sanitation

Malta

Ms. Simone Borg
Ambassador for Climate Change, Ministry of
Resources and Rural Affairs

Marshall Islands

Mr. Tony De Brum
Minister-in-Assistance to the President

Mauritania

Mr. Cheikh Sid Amed El Bekaye Hamadi
Ambassador of Mauritania to Qatar

Mauritius

Mr. Premhans Jhugroo
Permanent Secretary, Ministry of Environment
and Sustainable Development

Mexico

Mr. Francisco Urbano Barnés Regueiro
Director General, National Institute of Ecology
and Climate Change

Micronesia (Federated States of)

Ms. Jane J. Chigiyal
Permanent Representative to the United
Nations, New York

Monaco

Ms. Marie-Pierre Gramaglia
Minister for Public Works, Environment and
Urban Development

Mongolia

Ms. Sanjaasuren Oyun
Minister of Environment and Green
Development

Morocco

Mr. Fouad Douiri
Minister of Energy, Mines, Water and
Environment

Mozambique

Ms. Alcinda António de Abreu
Minister for Coordination of Environmental
Affairs

Namibia

Ms. Netumbo Nandi-Ndaitwah
Environmental Commissioner in the
Ministry of Environment and Tourism

Nepal

Mr. Keshab Man Shakya
Minister of Environment, Science and
Technology

Netherlands

Ms. Wilma Mansveld
Minister for the Environment

New Zealand

Mr. Tim Groser
Minister for Climate Change Issues,
Minister of Trade, Associate Minister of
Foreign Affairs

Nicaragua

Mr. Paul Herbert Oquist Kelley
Minister, Private Secretary of the
Presidency for National Policies

Niger

Mr. Issoufou Issaka
Minister of Water and Environment

Nigeria

Ms. Hadiza Ibrahim Mailafia
Minister of Environment

Niue

Mr. Dion P. Taufitu
Associate Minister for Meteorology and
Climate Change

Norway

Mr. Bård Vegar Solhjell
Minister of Environment

Pakistan

Mr. Muhammad Ali Gardezi
Federal Secretary, Ministry of Climate Change

Panama

Mr. Raul Pinedo
Head of Delegation, National Environment
Authority of Panama

Paraguay

Mr. Heriberto Osnaghi
Minister of Environment

Peru

Mr. Gabriel Quijandria Acosta
Vice-Minister of Environment

Philippines

Ms. Mary Ann Lucille Sering
Climate Change Commissioner
Office of the President

Poland

Mr. Marcin Korolec
Minister of Environment

Portugal

Ms. Assunção Cristas
Minister for Agriculture, Sea, Environment and
Spatial Planning

Qatar

Mr. Abdulllah Bin Mubarak Bin Ebood Al-
Moadadi
Minister of Environment

Republic of Korea

Ms. Young Sook Yoo
Minister of Environment

Romania

Ms. Elena Dumitru
Deputy Secretary-General, Ministry of
Environment and Forests

Russian Federation

Mr. Alexander Bedritsky
Adviser to the President of the Russian
Federation, Special Envoy for Climate

Rwanda

Mr. Stanislas Kamanzi
Minister of Natural Resources

Saint Kitts and Nevis

Mr. Delano Frank Bart
Ambassador, Permanent Representative to
the United Nations, New York

Saint Lucia

Mr. James L. Fletcher
Minister of Sustainable Development,
Energy, Science and Technology

Saint Vincent and the Grenadines

Mr. Camillo M. Gonsalves
Permanent Representative to the United
Nations, New York

Samoa

Mr. Tuilaepa Fatialofa Lupesoliai Sailele
Malielegaoi
Prime Minister

Saudi Arabia

Mr. Ali Ibrahim Al-Naimi
Minister of Petroleum and Mineral
Resources

Senegal

Mr. Adama Sarr
Ambassador of Senegal to Qatar

Seychelles

Mr. Christian Lionnet
Minister for Land Use and Housing

Sierra Leone

Ms. Haddijatu Jallow
Executive Chairperson, Environment
Protection Agency

Singapore

Mr. Chee Hean Teo
Deputy Prime Minister, Coordinating
Minister for National Security and Minister
for Home Affairs

Slovakia

Mr. Peter Ziga
Minister of the Environment

Solomon Islands

Mr. Bradley Tovosia
Minister of Environment, Conservation and
Meteorology

Somalia

Mr. Buri Mohamed Hamza
Head of Delegation at COP 18

South Africa

Ms. Bomo Edna Molewa
Minister of Water and Environmental Affairs

Spain

Mr. Miguel Arias Cañete
Minister of Agriculture, Food and Environment

Sri Lanka

Mr. Basnayake Mudiyanseelage Uthpala
Dayananda Basnayake
Secretary of Environment

Sudan

Mr. Hassan Abdelgadir Hilal
Minister of Environment, Forestry and Physical
Development

Sweden

Ms. Lena Margareta Ek
Minister of the Environment

Switzerland

Ms. Doris Leuthard
Federal Councilor

Thailand

Mr. Chote Trachu
Permanent Secretary
Ministry of Natural Resources and Environment

Timor-Leste

Mr. Antonio da Conceição
Minister of Commerce, Industry and
Environment

Togo

Ms. Dédé Ahoéfa Ekoue
Minister of Environment and Forestry
Resources

Tunisia

Ms. Mémia Benna Zayani
Minister of Environment

Turkey

Mr. Muhammet Balta
Vice-Minister of Environment and
Urbanization

Tuvalu

Mr. Apisai Ielemia
Minister of Foreign Affairs, Trade,
Tourism, Environment and Labour

Uganda

Mr. Ephraim Kamuntu
Minister of Water and Environment

Ukraine

Mr. Eduard Stavvtskyi
Minister of Ecology and Natural Resources

United Arab Emirates

Mr. Rashid Ahmad bin Fahad
Minister of Environment and Water

**United Kingdom of Great Britain and
Northern Ireland**

Mr. Edward Jonathon Davey
Secretary of State
Department of Energy and Climate Change

United Republic of Tanzania

Ms. Terezya Luoga Huvisa
Minister
Vice-President's Office

United States of America

Mr. Todd D. Stern
Special Envoy for Climate Change

Uruguay

Mr. Francisco Beltrame
Minister of Environment

Uzbekistan

Mr. Aleksandr Merkuskin
Deputy Chief of Environment, Environment
Pollution Monitoring Service of Uzhydromet

Vanuatu

Mr. Albert Williams
Director
Department of Environmental Protection and
Conservation

Venezuela (Bolivarian Republic of)

Ms. Claudia Salerno Caldera
Vice-Minister of Foreign Affairs and Special
Presidential Envoy

Viet Nam

Mr. Tran Hong Ha
Vice-Minister, Natural Resources and
Environment

Zambia

Mr. Wylbur Chisiya. Simuusa
Minister of Lands, Natural Resources and
Environmental Protection

Zimbabwe

Ms. Florence R. Nhekairo
Secretary for Environment and Natural
Resources Management

C. Observer States

Holy See

Mr. Petar Rajic
Apostolic Nuncio

State of Palestine

Mr. Yousef Abu Safieh
Minister of Environment Affairs

Annexe III

[Anglais seulement]

List of intergovernmental and non-governmental organizations that made statements at the high-level segment under agenda item 18 of the Conference of the Parties and agenda item 19 of the Conference of the Parties serving as the meeting of the Parties to the Kyoto Protocol¹

A. Intergovernmental organizations

Banque Ouest Africaine de Developpement
 Caribbean Community Climate Change Centre
 Global Water Partnership Organization
 Institut International du Froid
 International Federation of Red Cross and Red Crescent Societies
 International Tropical Timber Organization
 Organisation internationale de la francophonie
 Organization of Arab Petroleum Exporting Countries
 Organization of the Petroleum Exporting Countries
 Regional Environmental Center for Central and Eastern Europe
 South Centre
 Regional Organization for the Conservation of the Environment of the Red Sea and Gulf of Aden

B. Non-governmental organizations

<i>Organization</i>	<i>Speaking on behalf of</i>
International Chamber of Commerce	Business and industry non-governmental organizations (NGOs)
IndyACT – The League of Independent Activists	Environmental NGOs
College of the Atlantic	Environmental NGOs
Southern African Confederation of Agricultural Unions	Farmers NGOs
Southern African Faith Communities' Environment Institute	Faith-based NGOs

¹ Webcasts of statements made are available at <http://unfccc.int/meetings/doha_nov_2012/meeting/6815/php/view/webcasts.php>. Statements are available at <http://unfccc.int/meetings/doha_nov_2012/statements/items/7324.php>.

<i>Organization</i>	<i>Speaking on behalf of</i>
Fundación para la Promoción del Conocimiento Indígena	Indigenous peoples organizations
United Cities and Local Governments	Local governments and municipal authorities
Qatar Sustainability Network	Research and independent NGOs
International Trade Union Confederation	Trade unions NGO
Women's Environment and Development Organization	Women and gender NGOs
SustainUS	Youth NGOs
Qatar Sustainability Network	Umbrella organization for the eighteenth session of the Conference of the Parties and the eighth session of the Conference of the Parties serving as the meeting of the Parties to the Kyoto Protocol

Annexe IV

[*Anglais seulement*]

Calendar of meetings of Convention bodies, 2013–2017

- First sessional period in 2013: 3–14 June
- Second sessional period in 2013: 11–22 November
- First sessional period in 2014: 4–15 June
- Second sessional period in 2014: 3–14 December
- First sessional period in 2015: 3–14 June
- Second sessional period in 2015: 2–13 December
- First sessional period in 2016: 18–29 May
- Second sessional period in 2016: 30 November–11 December
- First sessional period in 2017: 10–21 May
- Second sessional period in 2017: 29 November–10 December

Annexe V

[Anglais seulement]

Documents before the Conference of the Parties at its eighteenth session

FCCC/CP/2012/1	Provisional agenda and annotations. Note by the Executive Secretary
FCCC/CP/2012/2/Rev.1 and FCCC/CP/2012/2/Add.1	Admission of observers: organizations applying for admission as observers. Revised note by the secretariat
FCCC/CP/2012/3	Report on the workshops of the work programme on long-term finance. Note by the co-chairs
FCCC/CP/2012/4	Report of the Standing Committee to the Conference of the Parties
FCCC/CP/2012/5	Report of the Green Climate Fund to the Conference of the Parties. Note by the secretariat
FCCC/CP/2012/6 and Add.1 and 2	Report of the Global Environment Facility to the Conference of the Parties. Note by the secretariat
FCCC/KP/CMP/2012/13	Report of the Conference of the Parties serving as the meeting of the Parties to the Kyoto Protocol on its eighth session, held in Doha from 26 November to 8 December 2012
FCCC/CP/2012/7– FCCC/KP/CMP/2012/12	Report on credentials. Report of the Bureau
FCCC/CP/2012/INF.2 and Corr.1	List of Participants
FCCC/CP/2012/MISC.2	Submission from Bahrain, Saudi Arabia, Qatar and United Arab Emirates
FCCC/CP/2012/L.1	Draft report of the Conference of the Parties on its eighteenth session
FCCC/CP/2012/L.2	National adaptation plans. Proposal by the President
FCCC/CP/2012/L.3– FCCC/KP/CMP/2012/L.5	Expression of gratitude to the Government of the State of Qatar and the people of the city of Doha. Draft resolution submitted by Poland
FCCC/CP/2012/L.4/Rev.1	Approaches to address loss and damage associated with climate change impacts in developing countries that are particularly vulnerable to the adverse effects of climate change to enhance adaptive capacity. Revised proposal by the President
FCCC/CP/2012/L.5	Composition, modalities and procedures of the team of technical experts under international consultations and analysis. Proposal by the President

FCCC/CP/2012/L.6	Work of the Consultative Group of Experts on National Communications from Parties not included in Annex I to the Convention. Proposal by the President
FCCC/CP/2012/L.7	Report of the Global Environment Facility to the Conference of the Parties and additional guidance to the Global Environment Facility. Proposal by the President
FCCC/CP/2012/L.8	Dates and venues of future sessions. Proposal by the President
FCCC/CP/2012/L.9	Development and transfer of technologies and implementation of the Technology Mechanism. Proposal by the President
FCCC/CP/2012/L.10	Development and transfer of technologies and implementation of the Technology Mechanism. Proposal by the President
FCCC/CP/2012/L.11	High-level segment. Proposal by the President
FCCC/CP/2012/L.12	Methodological issues under the Convention. Proposal by the President
FCCC/CP/2012/L.13	Advancing the Durban Platform. Proposal by the President
FCCC/CP/2012/L.14/Rev.1	Outcome of the work of the Ad Hoc Working Group on Long-term Cooperative Action under the Convention. Revised proposal by the President
FCCC/CP/2012/L.15	Work programme on long-term finance. Proposal by the President
FCCC/CP/2012/L.16	Report of the Standing Committee. Proposal by the President
FCCC/CP/2012/L.17	Report of the Green Climate Fund to the Conference of the Parties and guidance to the Green Climate Fund. Proposal by the President
FCCC/CP/2012/L.18	Arrangements between the Conference of the Parties and the Green Climate Fund. Proposal by the President
FCCC/CP/2011/4/Rev.1	Revised proposal from Papua New Guinea and Mexico to amend Articles 7 and 18 of the Convention. Note by the secretariat
FCCC/CP/2011/5	Proposal from the Russian Federation to amend article 4, paragraph 2 (f), of the Convention. Note by the secretariat
FCCC/CP/2010/3	Proposed protocol to the Convention submitted by Grenada for adoption at the sixteenth session of the Conference of the Parties. Note by the secretariat

FCCC/CP/2009/3	Draft protocol to the Convention prepared by the Government of Japan for adoption at the fifteenth session of the Conference of the Parties. Note by the secretariat
FCCC/CP/2009/4	Draft protocol to the Convention presented by the Government of Tuvalu under Article 17 of the Convention. Note by the secretariat
FCCC/CP/2009/5	Draft protocol to the Convention prepared by the Government of Australia for adoption at the fifteenth session of the Conference of the Parties. Note by the secretariat
FCCC/CP/2009/6	Draft protocol to the Convention prepared by the Government of Costa Rica to be adopted at the fifteenth session of the Conference of the Parties. Note by the secretariat
FCCC/CP/2009/7	Draft implementing agreement under the Convention prepared by the Government of the United States of America for adoption at the fifteenth session of the Conference of the Parties. Note by the secretariat
FCCC/CP/1996/2	Organizational matters: adoption of the rules of procedure. Note by the secretariat
FCCC/SB/2012/2	Report on activities and performance of the Technology Executive Committee for 2012
FCCC/SB/2012/3 and Corr.1	Report of the Adaptation Committee
FCCC/SBSTA/2012/2	Report of the Subsidiary Body for Scientific and Technological Advice on its thirty-sixth session, held in Bonn from 14 to 25 May 2012
FCCC/SBSTA/2012/L.20	Draft report of the Subsidiary Body for Scientific and Technological Advice on its thirty-seventh session
FCCC/SBSTA/2012/L.22– FCCC/SBI/2012/L.33	Work of the Adaptation Committee. Draft conclusions proposed by the Chairs
FCCC/SBSTA/2012/L.23– FCCC/SBI/2012/L.34	Forum and work programme on the impact of the implementation of response measures. Draft conclusions proposed by the Chair
FCCC/SBSTA/2012/L.25/Add.1	Research and systematic observation. Draft conclusions proposed by the Chair. Addendum
FCCC/SBSTA/2012/L.26	Nairobi work programme on impacts, vulnerability and adaptation to climate change. Draft conclusions proposed by the Chair.
FCCC/SBSTA/2012/L.27	Activities implemented jointly under the pilot phase. Draft conclusions proposed by the Chair
FCCC/SBSTA/2012/L.32	Development and transfer of technologies and report of the Technology Executive Committee. Draft conclusions proposed by the Chair

FCCC/SBSTA/2012/L.33	Methodological issues under the Convention. Draft conclusions proposed by the Chair
FCCC/SBI/2012/15 and Add.1 and 2	Report of the Subsidiary Body for Implementation on its thirty-sixth session, held in Bonn from 14 to 25 May 2012
FCCC/SBI/2012/L.15	Compilation and synthesis of supplementary information incorporated in fifth national communications from Parties included in Annex I to the Convention that are also Parties to the Kyoto Protocol and submitted in accordance with Article 7, paragraph 2, of the Kyoto Protocol. Draft conclusions proposed by the Chair
FCCC/SBI/2012/L.27	Draft report of the Subsidiary Body for Implementation on its thirty-seventh session
FCCC/SBI/2012/L.32	Administrative, financial and institutional matters. Draft conclusions proposed by the Chair
FCCC/SBI/2012/L.35	Matters relating to the least developed countries. Draft conclusions proposed by the Chair.
FCCC/SBI/2012/L.36	Promoting gender balance and improving the participation of women in UNFCCC negotiations and in the representation of Parties in bodies established pursuant to the Convention or the Kyoto Protocol. Draft conclusions proposed by the Chair
FCCC/SBI/2012/L.39	Prototype of the registry. Draft conclusions proposed by the Chair
FCCC/SBI/2012/L.41	National adaptation plans. Draft conclusions proposed by the Chair
FCCC/SBI/2012/L.44	Approaches to address loss and damage associated with climate change impacts in developing countries that are particularly vulnerable to the adverse effects of climate change to enhance adaptive capacity. Draft conclusions proposed by the Chair
FCCC/SBI/2012/L.45	Review of the financial mechanism. Draft conclusions proposed by the Chair
FCCC/SBI/2012/L.47	Article 6 of the Convention. Draft conclusions proposed by the Chair
FCCC/SBI/2012/L.48	Report of the Global Environment Facility to the Conference of the Parties and additional guidance to the Global Environment Facility. Draft conclusions proposed by the Chair
FCCC/SBI/2012/L.49	Further guidance to the Least Developed Countries Fund. Draft conclusions proposed by the Chair
FCCC/SBI/2012/L.50	Composition, modalities and procedures of the team of technical experts under international consultations and analysis. Draft conclusions proposed by the Chair

FCCC/SBI/2012/L.51	Report of the Technology Executive Committee. Draft conclusions proposed by the Chair
FCCC/SBI/2012/L.52	Provision of financial and technical support. Draft conclusions proposed by the Chair
FCCC/SBI/2012/L.53/Rev.1	Work of the Consultative Group of Experts on National Communications from Parties not included in Annex I to the Convention. Revised draft conclusions proposed by the Chair
FCCC/SBI/2012/L.54	Arrangements to make the Climate Technology Centre and Network fully operational. Draft conclusions proposed by the Chair
FCCC/SBI/2011/7	Report of the Subsidiary Body for Implementation on its thirty-fourth session, held in Bonn from 6 to 17 June 2011
FCCC/AWGLCA/2012/3	Report of the Ad Hoc Working Group on Long-term Cooperative Action under the Convention on the first part of its fifteenth session, held in Bonn from 15 to 24 May 2012
FCCC/AWGLCA/2012/5	Report of the Ad Hoc Working Group on Long-term Cooperative Action under the Convention on the second part of its fifteenth session, held in Doha from 27 November to 7 December 2012
FCCC/AWGLCA/2011/14	Report of the Ad Hoc Working Group on Long-term Cooperative Action under the Convention on the third and fourth parts of its fourteenth session, held in Panama City from 1 to 7 October 2011, and Durban from 29 November to 10 December 2011
FCCC/ADP/2012/2	Report of the Ad Hoc Working Group on the Durban Platform for Enhanced Action on the first part of its first session held in Bonn from 17 to 25 May 2012
FCCC/ADP/2012/3	Report of the Ad Hoc Working Group on the Durban Platform for Enhanced Action on the second part of its first session, held in Doha from 27 November to 7 December 2012
